



REPUBBLICA DI SAN MARINO

DECRETO CONSILIARE 26 luglio 2010 n.137

**Noi Capitani Reggenti
la Serenissima Repubblica di San Marino**

*Visto il combinato disposto dell'articolo 5, comma 3, della Legge Costituzionale n.185/2005 e dell'articolo 11, comma 2, della Legge Qualificata n. 186/2005;
Vista la delibera del Consiglio Grande e Generale n.14 del 22 luglio 2010;
ValendoCi delle Nostre Facoltà;
Promulghiamo e mandiamo a pubblicare:*

**RATIFICA DELLA CONVENZIONE DEL CONSIGLIO D'EUROPA SUL RICICLAGGIO,
LA RICERCA, IL SEQUESTRO E LA CONFISCA DEI PROVENTI DI REATO E SUL
FINANZIAMENTO DEL TERRORISMO, ADOTTATA A VARSAVIA IL 16 MAGGIO
2005 E DELLE RELATIVE DICHIARAZIONI E RISERVE**

Art.1

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione del Consiglio d'Europa sul riciclaggio, la ricerca, il sequestro e la confisca dei proventi di reato e sul finanziamento del terrorismo, adottata a Varsavia il 16 maggio 2005 (Allegato A) e alle relative dichiarazioni e riserve (Allegato B) fatte ai sensi dell'articolo 53 della Convenzione medesima.

Dato dalla Nostra Residenza, addì 26 luglio 2010/1709 d.F.R

I CAPITANI REGGENTI
Marco Conti – Glauco Sansovini

**IL SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI INTERNI**
Valeria Ciavatta

1)

**COUNCIL OF EUROPE CONVENTION
ON LAUNDERING, SEARCH,
SEIZURE AND CONFISCATION
OF THE PROCEEDS FROM CRIME
AND ON THE FINANCING OF TERRORISM**

**CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE
RELATIVE AU BLANCHIMENT,
AU DÉPISTAGE, À LA SAISIE ET À
LA CONFISCATION DES PRODUITS
DU CRIME ET AU FINANCEMENT
DU TERRORISME**

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Signataires de la présente Convention,
Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Convaincus de la nécessité de poursuivre une politique pénale commune tendant à la protection de la société;

Considérant que la lutte contre la criminalité grave, qui est de plus en plus un problème international, exige l'emploi de méthodes modernes et efficaces au niveau international;

Estimant qu'une de ces méthodes consiste à priver les délinquants des produits du crime et des instruments;

Considérant qu'afin d'atteindre cet objectif, un système satisfaisant de coopération internationale doit également être mis en place;

Ayant à l'esprit la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (STE n° 141 – ci après dénommée «la Convention de 1990»);

Rappelant également la résolution 1373 (2001) sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes adoptée par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies le 28 septembre 2001, et notamment son paragraphe 3.d;

Rappelant la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1999, notamment ses articles 2 et 4, qui font obligation aux Etats Parties d'ériger en infractions pénales les faits de financement du terrorisme;

Convaincus de la nécessité de prendre des mesures immédiates pour ratifier et pour mettre en œuvre sans restriction la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme susmentionnée,

Sont convenus de ce qui suit :

Chapitre I – Terminologie

Article 1 – Terminologie

Aux fins de la présente Convention, l'expression:

- a «produit» désigne tout avantage économique provenant directement ou indirectement de la commission d'une infraction pénale ou obtenu directement ou indirectement en la commettant. Cet avantage peut consister en tout bien tel que défini à l'alinéa b du présent article;

- b «bien» comprend un bien de toute nature, qu'il soit corporel ou incorporel, meuble ou immeuble, ainsi que les actes juridiques ou documents attestant d'un titre ou d'un droit sur le bien;
- c «instruments» désigne tous biens employés ou destinés à être employés de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, pour commettre une ou des infractions pénales;
- d «confiscation» désigne une peine ou une mesure ordonnée par un tribunal à la suite d'une procédure portant sur une ou des infractions pénales, peine ou mesure aboutissant à la privation permanente du bien;
- e «infraction principale» désigne toute infraction pénale à la suite de laquelle des produits sont générés et susceptibles de devenir l'objet d'une infraction selon l'article 9 de la présente Convention;
- f «cellule de renseignement financier» désigne une unité nationale centrale chargée de recevoir (et, dans la mesure où elle en a le droit, de demander), d'analyser et de transmettre aux autorités compétentes les déclarations d'informations financières :
 - i concernant des avoirs suspectés d'être des produits ou des biens servant au financement du terrorisme, ou
 - ii requises par la législation ou par la réglementation nationale,
 afin de lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme;
- g «gel» ou «saisie» désigne l'interdiction temporaire du transfert, de la destruction, de la conversion, de la disposition ou du mouvement de biens ou le fait d'assumer temporairement la garde ou le contrôle de biens, sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente;
- h «financement du terrorisme» désigne les agissements définis à l'article 2 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme susmentionnée.

Chapitre II – Financement du terrorisme

Article 2 – Application de la Convention au financement du terrorisme

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre d'appliquer les dispositions contenues aux chapitres III, IV et V de la présente Convention au financement du terrorisme.
- 2 En particulier, chaque Partie veille à être en mesure de dépister, de rechercher, d'identifier, de geler, de saisir et de confisquer les biens, d'origine licite ou illicite, utilisés ou destinés à être utilisés de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, pour le financement du terrorisme, ou les produits de cette infraction, et pour coopérer à ces fins de la manière la plus large possible.

Chapitre III – Mesures à prendre au niveau national

Section 1 – Dispositions générales

Article 3 – Mesures de confiscation

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre de confisquer des instruments, des biens blanchis et des produits ou des biens dont la valeur correspond à ces produits.

- 2 Sous réserve que le paragraphe 1 de cet article s'applique au blanchiment et aux catégories d'infractions visées à l'annexe de la Convention, chaque Partie peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'elle n'appliquera le paragraphe 1 du présent article:
 - a qu'aux infractions punies d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté d'une durée maximale supérieure à un an. Cependant, les Parties peuvent formuler une déclaration concernant cette disposition pour ce qui concerne la confiscation des produits d'infraction fiscales, à la seule fin de leur permettre de procéder à la confiscation de tels produits sur le plan tant national que dans le cadre de la coopération internationale, sur la base d'instruments de droit national et international en matière de recouvrement de créances fiscales; et/ou
 - b qu'à une liste d'infractions spécifiques.
- 3 Chaque Partie peut prévoir une confiscation obligatoire pour certaines infractions pouvant faire l'objet d'une confiscation. Chaque Partie peut notamment inclure dans ces infractions le blanchiment, le trafic de produits stupéfiants, la traite des êtres humains et d'autres infractions graves.
- 4 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres qui se révèlent nécessaires pour exiger, en cas d'une ou plusieurs infractions graves telles que définies par son droit interne, que l'auteur établisse l'origine de ses biens, suspectés d'être des produits ou d'autres biens susceptibles de faire l'objet d'une confiscation, dans la mesure où une telle exigence est compatible avec les principes de son droit interne.

Article 4 – Mesures d'investigation et mesures provisoires

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre d'identifier, de rechercher, de geler ou de saisir rapidement les biens susceptibles de donner lieu à confiscation en application de l'article 3, afin notamment de faciliter l'exécution des mesures de confiscation ultérieures.

Article 5 – Gel, saisie et confiscation

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour s'assurer que les mesures de gel, de saisie et de confiscation portent également :

- a sur les biens en lesquels les produits ont été transformés ou convertis;
- b sur les biens acquis légitimement, si les produits ont été mêlés, entièrement ou partiellement, à de tels biens, à concurrence de la valeur estimée du produit qui y a été mêlé;
- c sur les revenus ou autres avantages tirés des produits, des biens en lesquels les produits ont été transformés ou convertis ou des biens auxquels ils ont été mêlés, à concurrence de la valeur estimée des produits qui y ont été mêlés, de la même manière et dans la même mesure que les produits.

Article 6 – Gestion des biens gelés ou saisis

Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres qui se révèlent nécessaires pour assurer une gestion adéquate des biens gelés ou saisis en application des articles 4 et 5 de cette Convention.

Article 7 – Pouvoirs et techniques d'investigation

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour habiliter ses tribunaux ou ses autres autorités compétents à ordonner la communication ou la saisie de dossiers bancaires, financiers ou commerciaux afin de mettre en œuvre les mesures visées aux articles 3, 4 et 5. Une Partie ne saurait invoquer le secret bancaire pour refuser de donner effet aux dispositions du présent article.
- 2 Sans préjudice du paragraphe 1, chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre:
 - a de déterminer si une personne physique ou morale détient ou contrôle un ou plusieurs comptes, de quelque nature que ce soit, dans une quelconque banque située sur son territoire et, si tel est le cas, d'obtenir tous les renseignements concernant les comptes répertoriés;
 - b d'obtenir les renseignements concernant des comptes bancaires déterminés et des opérations bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs comptes spécifiés, y compris les renseignements concernant tout compte émetteur ou récepteur;
 - c de suivre, pendant une période déterminée, les opérations bancaires réalisées sur un ou plusieurs comptes identifiés; et
 - d de faire en sorte que les banques ne révèlent pas au client concerné ni à d'autres tiers que des informations ont été recherchées ou obtenues conformément aux alinéas a, b, ou c, ou qu'une enquête est en cours.

Les Parties examinent la possibilité d'étendre cette disposition aux comptes détenus par des institutions financières non bancaires.

- 3 Chaque Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour lui permettre d'employer des techniques spéciales d'investigation facilitant l'identification et la recherche du produit ainsi que le recueil de preuves y afférentes, telles que l'observation, l'interception de télécommunications, l'accès à des systèmes informatiques et les ordonnances de production de documents déterminés.

Article 8 – Recours juridiques

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour faire en sorte que les personnes affectées par les mesures prévues aux articles 3, 4 et 5 et par celles prévues par toute autre disposition pertinente de la présente Section, disposent de recours juridiques effectifs pour préserver leurs droits.

Article 9 – Infractions de blanchiment

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale conformément à son droit interne lorsque l'acte a été commis intentionnellement à:
 - a la conversion ou au transfert de biens dont celui qui s'y livre sait que ces biens constituent des produits, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

- b la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réels de biens ou de droits y relatifs, dont l'auteur sait que ces biens constituent des produits;
- et, sous réserve de ses principes constitutionnels et des concepts fondamentaux de son système juridique:
- c l'acquisition, la détention ou l'utilisation de biens, dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils constituent des produits;
 - d la participation à l'une des infractions établies conformément au présent article ou à toute association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de sa commission.
- 2 Aux fins de la mise en œuvre ou de l'application du paragraphe 1 du présent article:
 - a le fait que l'infraction principale soit ou non de la compétence des juridictions pénales de la Partie n'entre pas en ligne de compte;
 - b il peut être prévu que les infractions énoncées par ce paragraphe ne s'appliquent pas aux auteurs de l'infraction principale;
 - c la connaissance, l'intention ou la motivation nécessaires en tant qu'élément d'une des infractions énoncées par ce paragraphe peut être déduite de circonstances factuelles objectives.
 - 3 Chaque Partie peut adopter les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, conformément à son droit interne, à certains ou à l'ensemble des actes évoqués au paragraphe 1 du présent article, dans l'un et/ou l'autre des cas suivants:
 - a lorsque l'auteur a soupçonné que le bien constituait un produit,
 - b lorsque l'auteur aurait dû être conscient que le bien constituait un produit.
 - 4 Sous réserve que le paragraphe 1 de cet article s'applique aux catégories d'infractions principales visées à l'annexe de la Convention, chaque Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'elle n'appliquera le paragraphe 1 du présent article:
 - a qu'aux infractions principales punies d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté d'une durée maximale supérieure à un an, ou pour les Parties dont le système juridique prévoit pour les infractions un seuil minimal, les infractions punies d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté d'une durée minimale supérieure à six mois; et/ou
 - b qu'à une liste d'infractions principales spécifiques; et/ou
 - c qu'à une catégorie d'infractions graves prévues par le droit interne de la Partie.
 - 5 Chaque Partie s'assure qu'une condamnation pour blanchiment est possible en l'absence de condamnation préalable ou concomitante au titre de l'infraction principale.
 - 6 Chaque Partie s'assure qu'une condamnation pour blanchiment au sens du présent article est possible dès lors qu'il est prouvé que les biens objet de l'un des actes énumérés au paragraphe 1.a ou b de cet article, proviennent d'une infraction principale, sans qu'il soit nécessaire de prouver de quelle infraction précise il s'agit.
 - 7 Chaque Partie s'assure que les infractions principales du blanchiment couvrent les actes commis dans un autre Etat, qui constituent une infraction dans cet Etat, et qui auraient

constitué une infraction principale s'ils avaient été commis sur le territoire national. Chaque Partie peut prévoir que la seule condition requise est que les actes auraient été qualifiés d'infractions principales s'ils avaient été commis sur le territoire national.

Article 10 – Responsabilité des personnes morales

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour s'assurer que les personnes morales puissent être tenues responsables des infractions de blanchiment établies en vertu de la Convention, lorsqu'elles sont commises pour leur compte par toute personne physique, agissant soit individuellement, soit en tant que membre d'un organe de la personne morale, qui exerce un pouvoir de direction en son sein :
 - a du fait d'un pouvoir de représentation de la personne morale; ou
 - b du fait de l'autorité pour prendre des décisions au nom de la personne morale; ou
 - c du fait de l'autorité pour exercer un contrôle au sein de la personne morale,ainsi que du fait de la participation d'une telle personne physique en qualité de complice ou d'instigatrice à la commission des infractions mentionnées ci-dessus.
- 2 Abstraction faite des cas déjà prévus au paragraphe 1, chaque Partie prend les mesures nécessaires pour s'assurer qu'une personne morale puisse être tenue responsable lorsque l'absence de surveillance ou de contrôle par une personne physique visée au paragraphe 1 a rendu possible la commission des infractions mentionnées au paragraphe 1 pour le compte de ladite personne morale par une personne physique soumise à son autorité.
- 3 La responsabilité de la personne morale en vertu de cet article n'exclut pas les poursuites pénales contre les personnes physiques auteurs, instigatrices ou complices des infractions mentionnées au paragraphe 1.
- 4 Chaque Partie s'assure qu'une personne morale responsable en vertu de cet article, soit soumise à des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, de nature pénale ou non, y compris des sanctions pécuniaires.

Article 11 – Décisions antérieures

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui s'avèrent nécessaires pour prévoir la possibilité de prendre en compte, dans le cadre de l'appréciation de la peine, les décisions prises à l'encontre d'une personne physique ou morale par une autre Partie portant sur les infractions établies conformément à la présente Convention.

Section 2 – Cellule de renseignement financier et prévention

Article 12 – Cellule de renseignement financier

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour mettre en place une cellule de renseignement financier, telle que définie par cette Convention.
- 2 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour assurer à la cellule de renseignement financier un accès, direct ou indirect et en temps voulu, aux informations financières, administratives et en provenance des autorités de poursuite pénale pour exercer correctement ses fonctions et notamment analyser les déclarations d'opérations suspectes.

Article 13 – Mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour mettre en place un régime interne complet de réglementation et de suivi ou de contrôle pour prévenir le blanchiment. Chaque Partie doit tenir compte tout particulièrement des normes internationales applicables dans ce domaine, y compris plus particulièrement les recommandations adoptées par le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI).
- 2 A cet égard, chaque Partie adopte, en particulier, les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires:
 - a pour soumettre toute personne morale ou physique qui exerce des activités pouvant se prêter tout particulièrement au blanchiment, dans le cadre de ces activités, à l'obligation:
 - i d'identifier et de vérifier l'identité de leurs clients et, le cas échéant, de leurs bénéficiaires effectifs, ainsi que de soumettre la relation d'affaires à une vigilance constante sur la base d'une approche adaptée au risque;
 - ii de déclarer leurs soupçons de blanchiment, sous réserve de garanties;
 - iii de prendre des mesures d'accompagnement, telles que la conservation des données relatives à l'identification des clients et aux transactions, la formation du personnel et la mise en place de règles et procédures internes adaptées, le cas échéant, à la taille et à la nature des activités;
 - b pour interdire, dans les cas appropriés, aux personnes mentionnées à l'alinéa a de divulguer le fait qu'une déclaration d'opération suspecte, ou des informations qui y sont liées, ont été transmises, ou encore qu'une enquête pour blanchiment a été ou pourrait être ouverte;
 - c pour s'assurer que les personnes mentionnées à l'alinéa a sont soumises à des dispositifs effectifs de suivi et, dans les cas appropriés, de contrôle afin de s'assurer du respect de leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment. Le cas échéant, ces dispositifs peuvent être adaptés en fonction du risque.
- 3 A cet égard, chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres qui se révèlent nécessaires pour détecter les transports transfrontaliers significatifs d'espèces et d'instruments au porteur appropriés.

Article 14 – Report de transactions suspectes

Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour permettre à une cellule de renseignement financier ou, selon le cas, à toute autre autorité compétente ou organe, lorsqu'il existe un soupçon que la transaction est liée à une opération de blanchiment, d'agir en urgence pour suspendre ou reporter la conclusion d'une transaction en cours, afin de lui permettre d'analyser la transaction et de confirmer les soupçons. Chaque Partie peut limiter l'application d'une telle mesure aux cas dans lesquels une déclaration d'opération suspecte a été préalablement communiquée. La durée maximale pour toute suspension ou report de la conclusion d'une transaction est prévue par la législation nationale.

Chapitre IV – Coopération internationale

Section 1 – Principes de coopération internationale

Article 15 – Principes généraux et mesures de coopération internationale

- 1 Les Parties coopèrent mutuellement dans la mesure la plus large possible les unes avec les autres aux fins d'investigations et de procédures visant à la confiscation des instruments et des produits.
- 2 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révéleront nécessaires pour lui permettre de répondre, aux conditions prévues dans ce chapitre, aux demandes:
 - a de confiscation de biens particuliers consistant en des produits ou instruments, ainsi que de confiscation des produits consistant en l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du produit;
 - b d'entraide aux fins d'investigations et de mesures provisoires ayant pour but l'une des formes de confiscation mentionnées au point a ci-dessus.
- 3 L'entraide et les mesures provisoires prévues au paragraphe 2.b sont exécutées conformément au droit interne de la Partie requise et en vertu de celui-ci. Lorsque la demande portant sur une de ces mesures prescrit une formalité ou une procédure donnée imposée par la législation de la Partie requérante, même si la formalité ou la procédure demandée n'est pas familière à la Partie requise, cette Partie donne satisfaction à la demande dans la mesure où cela n'est pas contraire aux principes fondamentaux de son droit interne.
- 4 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres qui se révèlent nécessaires pour que les demandes émanant d'autres Parties aux fins d'identification, de dépistage, de gel ou de saisie des produits et des instruments, se voient accorder la même priorité que dans le cadre de procédures internes.

Section 2 – Entraide aux fins d'investigations

Article 16 – Obligation d'entraide

Les Parties s'accordent, sur demande, l'entraide la plus large possible pour identifier et dépister les instruments, les produits et les autres biens susceptibles de confiscation. Cette entraide consiste notamment en toute mesure relative à l'apport et à la mise en sûreté des éléments de preuve concernant l'existence des biens susmentionnés, leur emplacement ou leurs mouvements, leur nature, leur statut juridique ou leur valeur.

Article 17 – Demandes d'information sur les comptes bancaires

- 1 Chaque Partie prend, dans les conditions prévues au présent article, les mesures nécessaires pour déterminer, en réponse à une demande envoyée par une autre Partie, si une personne physique ou morale faisant l'objet d'une enquête pénale détient ou contrôle un ou plusieurs comptes, de quelque nature que ce soit, dans une quelconque banque située sur son territoire et, si tel est le cas, elle fournit les détails concernant les comptes répertoriés.
- 2 L'obligation prévue au présent article ne s'applique que dans la mesure où la banque qui gère le compte possède ces renseignements.
- 3 En complément des indications contenues à l'article 37, la Partie requérante, dans sa requête:

- a indique les raisons pour lesquelles elle considère que les informations demandées sont susceptibles d'être fondamentales pour l'enquête pénale portant sur l'infraction;
 - b précise les raisons qui l'amènent à supposer que des banques situées dans la Partie requise détiennent les comptes en question et indique, de la manière la plus large possible, les banques et/ou comptes qui pourraient être concernés; et
 - c communique toute information additionnelle susceptible de faciliter l'exécution de la demande.
- 4 La Partie requise peut subordonner l'exécution d'une telle demande aux mêmes conditions que celles qu'elle applique pour les demandes aux fins de perquisition et de saisie.
 - 5 Chaque Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer que cet article s'applique uniquement aux catégories d'infractions visées à l'annexe de la Convention.
 - 6 Les Parties peuvent étendre cette disposition aux comptes détenus par des institutions financières non bancaires. La mise en œuvre d'une telle extension peut être soumise au principe de réciprocité.

Article 18 – Demandes d'informations sur les opérations bancaires

- 1 A la demande d'une autre Partie, la Partie requise fournit les renseignements concernant des comptes bancaires déterminés et des opérations bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande, y compris les renseignements concernant tout compte émetteur ou récepteur.
- 2 L'obligation prévue au présent article ne s'applique que dans la mesure où la banque qui gère le compte possède ces renseignements.
- 3 En complément des indications contenues à l'article 37, la Partie requérante indique dans sa demande les raisons pour lesquelles elle considère que les informations demandées sont pertinentes aux fins de l'enquête pénale portant sur l'infraction.
- 4 La Partie requise peut subordonner l'exécution d'une telle demande aux mêmes conditions que celles qu'elle applique pour les demandes aux fins de perquisition et de saisie.
- 5 Les Parties peuvent étendre cette disposition aux comptes détenus par des institutions financières non bancaires. La mise en œuvre d'une telle extension peut être soumise au principe de réciprocité.

Article 19 – Demande de suivi des opérations bancaires

- 1 Chaque Partie veille à être en mesure, à la demande d'une autre Partie, de suivre, pendant une période déterminée, les opérations bancaires réalisées sur un ou plusieurs comptes spécifiés dans la demande et d'en communiquer le résultat à la Partie requérante.
- 2 En complément des indications contenues à l'article 37, la Partie requérante indique dans sa demande les raisons pour lesquelles elle considère que les informations demandées sont pertinentes aux fins de l'enquête pénale portant sur l'infraction.
- 3 La décision relative au suivi des transactions est prise dans chaque cas individuel par les autorités compétentes de la Partie requise, dans le respect de la législation nationale de cette Partie.

- 4 Les modalités pratiques du suivi font l'objet d'un accord entre les autorités compétentes des Parties requérante et requise.
- 5 Les Parties peuvent étendre cette disposition aux comptes détenus par des institutions financières non bancaires.

Article 20 – Transmission spontanée d'informations

Sans préjudice de ses propres investigations ou procédures, une Partie peut, sans demande préalable, transmettre à une autre Partie des informations sur les instruments et les produits lorsqu'elle estime que la communication de ces informations pourrait aider la Partie destinataire à engager ou mener à bien des investigations ou des procédures, ou lorsque ces informations pourraient aboutir à une demande formulée par cette Partie en vertu du présent chapitre.

Section 3 – Mesures provisoires

Article 21 – Obligation d'ordonner des mesures provisoires

- 1 Une Partie prend, à la demande d'une autre Partie qui a engagé une procédure pénale ou une action en confiscation, les mesures provisoires qui s'imposent, telles que le gel ou la saisie, pour prévenir toute opération, tout transfert ou toute aliénation relativement à tout bien qui, par la suite, pourrait faire l'objet d'une demande de confiscation ou qui pourrait permettre de faire droit à une telle demande.
- 2 Une Partie qui a reçu une demande de confiscation conformément à l'article 23 prend, si la demande en est faite, les mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article, relativement à tout bien qui fait l'objet de la demande ou qui pourrait permettre de faire droit à une telle demande.

Article 22 – Exécution des mesures provisoires

- 1 Après l'exécution des mesures provisoires demandées en application du paragraphe 1 de l'article 21, la Partie requérante fournit spontanément et dès que possible à la Partie requise toute information susceptible de remettre en cause ou de modifier l'objet ou l'étendue de ces mesures. La Partie requérante fournit également et sans délai toute information complémentaire demandée par la Partie requise et qui est nécessaire pour la mise en œuvre et le suivi des mesures provisoires.
- 2 Avant de lever toute mesure provisoire prise conformément au présent article, la Partie requise donne, si possible, à la Partie requérante la faculté d'exprimer ses raisons en faveur du maintien de la mesure.

Section 4 – Confiscation

Article 23 – Obligation de confiscation

- 1 Une Partie qui a reçu d'une autre Partie une demande de confiscation concernant des instruments ou des produits, situés sur son territoire, doit:
 - a exécuter une décision de confiscation émanant d'un tribunal de la Partie requérante en ce qui concerne ces instruments ou ces produits; ou
 - b présenter cette demande à ses autorités compétentes pour obtenir une décision de confiscation et, si celle-ci est accordée, l'exécuter.

- 2 Aux fins de l'application du paragraphe 1.b du présent article, toute Partie a, si besoin est, compétence pour engager une procédure de confiscation en vertu de son droit interne.
- 3 Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent également à la confiscation consistant en l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du produit, si des biens sur lesquels peut porter la confiscation se trouvent sur le territoire de la Partie requise. En pareil cas, en procédant à la confiscation conformément au paragraphe 1, la Partie requise, à défaut de paiement, fait recouvrer sa créance sur tout bien disponible à cette fin.
- 4 Si une demande de confiscation vise un bien déterminé, les Parties peuvent convenir que la Partie requise peut procéder à la confiscation sous forme d'une obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du bien.
- 5 Les Parties coopèrent dans la mesure la plus large possible en conformité avec leur droit interne avec les Parties qui sollicitent l'exécution de mesures équivalentes à la confiscation et conduisant à une privation de propriété, qui ne constituent pas des sanctions pénales, dès lors que de telles mesures ont été ordonnées par une autorité judiciaire de la Partie requérante sur la base d'une infraction pénale et dans la mesure où il est établi que les biens constituent des produits ou des biens visés à l'article 5 de cette Convention.

Article 24 – Exécution de la confiscation

- 1 Les procédures permettant d'obtenir et d'exécuter la confiscation en vertu de l'article 23 sont régies par la loi de la Partie requise.
- 2 La Partie requise est liée par la constatation des faits dans la mesure où ceux-ci sont exposés dans une condamnation ou une décision judiciaire de la Partie requérante, ou dans la mesure où celle-ci se fonde implicitement sur eux.
- 3 Chaque Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer que le paragraphe 2 du présent article ne s'applique que sous réserve de ses principes constitutionnels et des concepts fondamentaux de son système juridique.
- 4 Si la confiscation consiste en l'obligation de payer une somme d'argent, l'autorité compétente de la Partie requise en convertit le montant en devises de son pays au taux de change en vigueur au moment où est prise la décision d'exécuter la confiscation.
- 5 Dans le cas visé à l'article 23, paragraphe 1.a, la Partie requérante a seule le droit de statuer relativement à toute demande de révision de la décision de confiscation.

Article 25 – Biens confisqués

- 1 Une Partie qui confisque des biens en application des articles 23 et 24 de la Convention, en dispose conformément à son droit interne et à ses procédures administratives.
- 2 Lorsqu'une Partie agit à la demande d'une autre Partie en application des articles 23 et 24 de cette Convention, elle doit, dans la mesure où son droit interne le lui permet et si la demande lui en est faite, envisager à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime.
- 3 Lorsqu'une Partie agit à la demande d'une autre Partie en application des articles 23 et 24 de cette Convention, elle peut envisager spécialement de conclure des accords ou arrangements

prévoyant de partager ces biens avec d'autres Parties, systématiquement ou au cas par cas, conformément à son droit interne ou à ses procédures administratives.

Article 26 – Droit d'exécution et montant maximal de la confiscation

- 1 Une demande de confiscation faite conformément aux articles 23 et 24 ne porte pas atteinte au droit de la Partie requérante d'exécuter elle-même la décision de confiscation.
- 2 Rien dans la présente Convention ne saurait être interprété comme permettant que la valeur totale des biens confisqués soit supérieure à la somme fixée par la décision de confiscation. Si une Partie constate que cela pourrait se produire, les Parties concernées procèdent à des consultations pour éviter une telle conséquence.

Article 27 – Contrainte par corps

La Partie requise ne peut pas prononcer la contrainte par corps ni prendre aucune autre mesure restrictive de liberté à la suite d'une demande présentée en vertu de l'article 23 si la Partie requérante l'a précisé dans la demande.

Section 5 – Refus et ajournement de la coopération

Article 28 – Motifs de refus

- 1 La coopération en vertu présent chapitre peut être refusée dans le cas où:
 - a la mesure sollicitée serait contraire aux principes fondamentaux de l'ordre juridique de la Partie requise; ou
 - b l'exécution de la demande risque de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Partie requise; ou
 - c la Partie requise estime que l'importance de l'affaire sur laquelle porte la demande ne justifie pas que soit prise la mesure sollicitée; ou
 - d l'infraction sur laquelle porte la demande est une infraction fiscale, sauf si l'infraction visée est le financement du terrorisme; ou
 - e l'infraction sur laquelle porte la demande est une infraction politique, sauf si l'infraction visée est le financement du terrorisme; ou
 - f la Partie requise considère que la mesure sollicitée irait à l'encontre du principe «*ne bis in idem*»; ou
 - g l'infraction à laquelle se rapporte la demande ne serait pas une infraction au regard du droit de la Partie requise si elle était commise sur le territoire relevant de sa juridiction. Toutefois, ce motif de refus ne s'applique à la coopération prévue par la section 2 que dans la mesure où l'entraide sollicitée implique des mesures coercitives. Lorsque la double incrimination est exigée pour la coopération en vertu du présent chapitre, cette obligation est considérée comme remplie, que les deux Parties classent ou non l'infraction dans la même catégorie d'infraction ou qu'elles utilisent ou non la même terminologie pour la désigner, dès lors que les deux Parties incriminent l'acte qui est à la base de l'infraction.
- 2 La coopération prévue par la section 2, dans la mesure où l'entraide sollicitée implique des mesures coercitives, et celle prévue par la section 3 du présent chapitre peuvent également être refusées dans les cas où les mesures sollicitées ne pourraient pas être prises en vertu du droit interne de la Partie requise à des fins d'investigations ou de procédures, s'il s'agissait d'une affaire interne analogue.

- 3 Lorsque la législation de la Partie requise l'exige, la coopération prévue par la section 2, dans la mesure où l'entraide sollicitée implique des mesures coercitives, et celle prévue par la section 3 du présent chapitre peuvent aussi être refusées dans le cas où les mesures sollicitées ou toutes autres mesures ayant des effets analogues ne seraient pas autorisées par la législation de la Partie requérante, ou, en ce qui concerne les autorités compétentes de la Partie requérante, si la demande n'est autorisée ni par un juge ni par une autre autorité judiciaire, y compris le ministère public, ces autorités agissant en matière d'infractions pénales.
- 4 La coopération prévue par la section 4 du présent chapitre peut aussi être refusée si:
 - a la législation de la Partie requise ne prévoit pas la confiscation pour le type d'infraction sur lequel porte la demande; ou
 - b sans préjudice de l'obligation relevant de l'article 23, paragraphe 3, elle irait à l'encontre des principes du droit interne de la Partie requise en ce qui concerne les possibilités de confiscation relativement aux liens entre une infraction et:
 - i un avantage économique qui pourrait être assimilé à son produit; ou
 - ii des biens qui pourraient être assimilés à ses instruments; ou
 - c en vertu de la législation de la Partie requise, la décision de confiscation ne peut plus être prononcée ou exécutée pour cause de prescription; ou
 - d sans préjudice de l'article 23, paragraphe 5, la demande ne porte pas sur une condamnation antérieure, ni sur une décision de caractère judiciaire, ni sur une déclaration figurant dans une telle décision, déclaration selon laquelle une ou plusieurs infractions ont été commises, et qui est à l'origine de la décision ou de la demande de confiscation; ou
 - e soit la confiscation n'est pas exécutoire dans la Partie requérante, soit elle est encore susceptible de voies de recours ordinaires; ou
 - f la demande se rapporte à une décision de confiscation rendue en l'absence de la personne visée par la décision et si, selon la Partie requise, la procédure engagée par la Partie requérante et qui a conduit à cette décision n'a pas satisfait aux droits minima de la défense reconnus à toute personne accusée d'une infraction.
- 5 Aux fins du paragraphe 4.f du présent article, une décision n'est pas réputée avoir été rendue en l'absence de l'accusé:
 - a si elle a été confirmée ou prononcée après opposition par l'intéressé; ou
 - b si elle a été rendue en appel, à condition que l'appel ait été interjeté par l'intéressé.
- 6 En examinant, pour les besoins du paragraphe 4.f du présent article, si les droits minima de la défense ont été respectés, la Partie requise tiendra compte du fait que l'intéressé a délibérément cherché à se soustraire à la justice ou que cette personne, après avoir eu la possibilité d'introduire un recours contre la décision rendue en son absence, a choisi de ne pas introduire un tel recours. Il en ira de même lorsque l'intéressé, après avoir été dûment cité à comparaître, aura choisi de ne pas comparaître ou de ne pas demander l'ajournement de l'affaire.
- 7 Une Partie ne saurait invoquer le secret bancaire pour justifier son refus de toute coopération prévue au présent chapitre. Lorsque son droit interne l'exige, une Partie peut exiger qu'une demande de coopération qui impliquerait la levée du secret bancaire soit autorisée, soit par un juge, soit par une autre autorité judiciaire, y compris le ministère public, ces autorités agissant en matière d'infractions pénales.
- 8 Sans préjudice du motif de refus prévu au paragraphe 1.a du présent article:

- a le fait que la personne qui fait l'objet d'une investigation menée ou d'une décision de confiscation prise par les autorités de la Partie requérante soit une personne morale ne saurait être invoqué par la Partie requise comme un obstacle à toute coopération en vertu du présent chapitre;
- b le fait que la personne physique contre laquelle a été rendue une décision de confiscation de produits soit décédée ainsi que le fait qu'une personne morale contre laquelle a été rendue une décision de confiscation de produits ait été dissoute par la suite ne sauraient être invoqués comme des obstacles à l'entraide prévue par l'article 23, paragraphe 1.a;
- c le fait que la personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une décision de confiscation prise par les autorités de la Partie requérante soit mentionnée dans la requête à la fois comme l'auteur de l'infraction principale et de l'infraction de blanchiment en application de l'article 9.2.b de cette Convention, ne saurait être invoqué par la Partie requise comme un obstacle à toute coopération en vertu du présent chapitre.

Article 29 – Ajournement

La Partie requise peut surseoir à l'exécution des mesures visées par une demande si elles risquent de porter préjudice à des investigations ou des procédures menées par ses autorités.

Article 30 – Acceptation partielle ou sous condition d'une demande

Avant de refuser ou de différer sa coopération en vertu du présent chapitre, la Partie requise examine, le cas échéant après avoir consulté la Partie requérante, s'il peut y être fait droit partiellement ou sous réserve des conditions qu'elle juge nécessaires.

Section 6 – Notification et protection des droits des tiers

Article 31 – Notification de documents

- 1 Les Parties s'accordent mutuellement l'entraide la plus large possible pour la notification des actes judiciaires aux personnes concernées par des mesures provisoires et de confiscation.
- 2 Rien dans le présent article ne vise à faire obstacle:
 - a à la faculté d'adresser des actes judiciaires par voie postale directement à des personnes se trouvant à l'étranger;
 - b à la faculté pour les officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes de la Partie d'origine de faire procéder à des significations ou notifications d'actes judiciaires directement par les autorités consulaires de cette Partie ou par les soins d'officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes de la Partie de destination,

sauf si la Partie de destination fait une déclaration contraire au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
- 3 Lors de la notification d'actes judiciaires à l'étranger à des personnes concernées par des mesures provisoires ou des décisions de confiscation ordonnées dans la Partie d'origine, ladite Partie informe ces personnes des recours en justice offerts par sa législation.

Article 32 – Reconnaissance de décisions étrangères

- 1 Saisie d'une demande de coopération au titre des sections 3 et 4, la Partie requise reconnaît toute décision judiciaire rendue dans la Partie requérante en ce qui concerne les droits revendiqués par des tiers.
- 2 La reconnaissance peut être refusée:
 - a si des tiers n'ont pas eu une possibilité suffisante de faire valoir leurs droits; ou
 - b si la décision est incompatible avec une décision déjà rendue dans la Partie requise sur la même question; ou
 - c si elle est incompatible avec l'ordre public de la Partie requise; ou
 - d si la décision a été rendue contrairement aux dispositions en matière de compétence exclusive prévues par le droit de la Partie requise.

Section 7 – Procédure et autres règles générales

Article 33 – Autorité centrale

- 1 Les Parties désignent une autorité centrale ou, au besoin, plusieurs autorités chargées d'envoyer les demandes formulées en vertu du présent chapitre, d'y répondre, de les exécuter ou de les transmettre aux autorités qui ont compétence pour les exécuter.
- 2 Chaque Partie communique au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la dénomination et l'adresse des autorités désignées en application du paragraphe 1 du présent article.

Article 34 – Correspondance directe

- 1 Les autorités centrales communiquent directement entre elles.
- 2 En cas d'urgence, les demandes et communications prévues par le présent chapitre peuvent être envoyées directement par les autorités judiciaires, y compris le ministère public, de la Partie requérante à de telles autorités. En pareil cas, une copie doit être envoyée simultanément à l'autorité centrale de la Partie requise par l'intermédiaire de l'autorité centrale de la Partie requérante.
- 3 Toute demande ou communication formulée en application des paragraphes 1 et 2 du présent article peut être présentée par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol).
- 4 Si une demande est présentée en vertu du paragraphe 2 du présent article et si l'autorité saisie n'est pas compétente pour y donner suite, elle la transmet à l'autorité compétente de son pays et en informe directement la Partie requérante.
- 5 Les demandes ou communications, présentées en vertu de la section 2 du présent chapitre, qui n'impliquent pas de mesures coercitives, peuvent être transmises directement par l'autorité compétente de la Partie requérante à l'autorité compétente de la Partie requise.
- 6 Les projets de demandes ou communications en vertu de ce chapitre peuvent être adressées directement et avant toute requête formelle par les autorités judiciaires aux autorités judiciaires de la Partie requise, afin de s'assurer que celles-ci seront traitées efficacement dès leur réception et qu'elles comprendront les informations et la documentation nécessaires pour se conformer aux exigences à la législation de la Partie requise.

Article 35 – Forme des demandes et langues

- 1 Toutes les demandes prévues par le présent chapitre sont faites par écrit. Elles peuvent être transmises par des moyens de communication électroniques, ou par tout autre moyen de télécommunication, à condition que la Partie requérante soit prête à produire à tout moment, sur demande, une trace écrite de l'expédition ainsi que l'original. Cependant toute Partie peut, à tout moment, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer les conditions dans lesquelles elle est prête à accepter et à exécuter des demandes reçues par voie électronique ou tout autre moyen de télécommunication.
- 2 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, la traduction des demandes ou des pièces annexes ne sera pas exigée.
- 3 Tout Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les demandes et pièces annexes soient accompagnées d'une traduction dans sa propre langue ou dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'elle indiquera. Toute Partie peut, à cette occasion, déclarer qu'elle est disposée à accepter des traductions dans toute autre langue qu'elle indiquera. Les autres Parties peuvent appliquer la règle de la réciprocité.

Article 36 – Légalisation

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute formalité de légalisation.

Article 37 – Contenu de la demande

- 1 Toute demande de coopération prévue par le présent chapitre doit préciser:
 - a l'autorité dont elle émane et l'autorité chargée de mettre en œuvre les investigations ou les procédures;
 - b l'objet et le motif de la demande;
 - c l'affaire, y compris les faits pertinents (tels que la date, le lieu et les circonstances de l'infraction), sur laquelle portent les investigations ou les procédures, sauf en cas de demande de notification;
 - d dans la mesure où la coopération implique des mesures coercitives:
 - i le texte des dispositions légales ou, lorsque cela n'est pas possible, la teneur de la loi pertinente applicable; et
 - ii une indication selon laquelle la mesure sollicitée ou toute autre mesure ayant des effets analogues pourrait être prise sur le territoire de la Partie requérante en vertu de sa propre législation;
 - e si nécessaire, et dans la mesure du possible:
 - i des détails relativement à la (ou les) personne(s) concernée(s), y compris le nom, la date et le lieu de naissance, la nationalité et l'endroit où elle(s) se trouve(nt), et, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, son siège; et
 - ii les biens en relation desquels la coopération est sollicitée, leur emplacement, leurs liens avec la ou les personne(s) en question, tout lien avec l'infraction ainsi que toute information dont on dispose concernant les intérêts d'autrui afférents à ces biens; et
 - f toute procédure particulière souhaitée par la Partie requérante.

- 2 Lorsqu'une demande de mesures provisoires présentée en vertu de la section 3 vise la saisie d'un bien qui pourrait faire l'objet d'une décision de confiscation consistant en l'obligation de payer une somme d'argent, cette demande doit aussi indiquer la somme maximale que l'on cherche à récupérer sur ce bien.
- 3 En plus des indications mentionnées au paragraphe 1, toute demande formulée en application de la section 4 doit contenir :
 - a dans le cas de l'article 23, paragraphe 1.a:
 - i une copie certifiée conforme de la décision de confiscation rendue par le tribunal de la Partie requérante et l'exposé des motifs à l'origine de la décision, s'ils ne sont pas indiqués dans la décision elle-même;
 - ii une attestation de l'autorité compétente de la Partie requérante selon laquelle la décision de confiscation est exécutoire et n'est pas susceptible de voies de recours ordinaires;
 - iii des informations concernant la mesure dans laquelle la décision devrait être exécutée; et
 - iv des informations concernant la nécessité de prendre des mesures provisoires;
 - b dans le cas de l'article 23, paragraphe 1.b, un exposé des faits invoqués par la Partie requérante qui soit suffisant pour permettre à la Partie requise d'obtenir une décision en vertu de son droit interne;
 - c lorsque des tiers ont eu la possibilité de revendiquer des droits, des documents révélant qu'ils ont eu cette possibilité.

Article 38 – Vices des demandes

- 1 Si la demande n'est pas conforme aux dispositions du présent chapitre, ou si les informations fournies ne sont pas suffisantes pour permettre à la Partie requise de prendre une décision sur la demande, cette Partie peut demander à la Partie requérante de modifier la demande ou de la compléter par des informations supplémentaires.
- 2 La Partie requise peut fixer un délai pour l'obtention de ces modifications ou informations.
- 3 En attendant d'obtenir les modifications ou informations demandées relativement à une demande présentée en application de la section 4 du présent chapitre, la Partie requise peut ordonner toutes mesures visées aux sections 2 et 3 du présent chapitre.

Article 39 – Concours de demandes

- 1 Lorsqu'une Partie requise reçoit plus d'une demande présentée en vertu des sections 3 et 4 du présent chapitre relativement à la même personne ou aux mêmes biens, le concours de demandes n'empêche pas la Partie requise de traiter les demandes qui impliquent que soient prises des mesures provisoires.
- 2 Dans le cas d'un concours de demandes présentées en vertu de la section 4 du présent chapitre, la Partie requise envisagera de consulter les Parties requérantes.

Article 40 – Obligation de motivation

La Partie requise doit motiver toute décision refusant, ajournant ou soumettant à des conditions toute coopération sollicitée en vertu du présent chapitre.

Article 41 – Information

- 1 La Partie requise informe sans délai la Partie requérante:
 - a de la suite donnée aussitôt à une demande formulée en vertu du présent chapitre;
 - b du résultat définitif de la suite donnée à la demande;
 - c d'une décision refusant, ajournant ou soumettant à des conditions, totalement ou partiellement, toute coopération prévue par le présent chapitre;
 - d de toutes circonstances rendant impossible l'exécution des mesures sollicitées ou risquant de la retarder considérablement; et
 - e en cas de mesures provisoires adoptées conformément à une demande formulée en application de la section 2 ou 3 du présent chapitre, des dispositions de son droit interne qui entraîneraient automatiquement la levée de la mesure.
- 2 La Partie requérante informe sans délai la Partie requise:
 - a de toute révision, décision ou autre fait enlevant totalement ou partiellement à la décision de confiscation son caractère exécutoire; et
 - b de tout changement, en fait ou en droit, rendant désormais injustifiée toute action entreprise en vertu du présent chapitre.
- 3 Lorsqu'une Partie demande la confiscation de biens dans plusieurs Parties, sur le fondement d'une même décision de confiscation, elle en informe toutes les Parties concernées par l'exécution de la décision.

Article 42 – Utilisation restreinte

- 1 La Partie requise peut subordonner l'exécution d'une demande à la condition que les informations ou éléments de preuve obtenus ne soient pas, sans son consentement préalable, utilisés ou transmis par les autorités de la Partie requérante à des fins d'investigations ou de procédures autres que celles précisées dans la demande.
- 2 Chaque Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer que les informations ou éléments de preuve fournis par elle en vertu du présent chapitre ne pourront, sans son consentement préalable, être utilisés ou transmis par les autorités de la Partie requérante à des fins d'investigations ou de procédures autres que celles précisées dans la demande.

Article 43 – Confidentialité

- 1 La Partie requérante peut exiger de la Partie requise qu'elle garde confidentielles la demande et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour y faire droit. Si la Partie requise ne peut pas se conformer à cette condition de confidentialité, elle doit en informer la Partie requérante dans les plus brefs délais.
- 2 La Partie requérante doit, si la demande lui en est faite, et à condition que cela ne soit pas contraire aux principes fondamentaux de son droit interne, garder confidentiels tous moyens de preuve et informations communiqués par la Partie requise, sauf dans la mesure nécessaire aux investigations ou à la procédure décrites dans la demande.
- 3 Sous réserve des dispositions de son droit interne, une Partie qui a reçu une transmission spontanée d'informations en vertu de l'article 20 doit se conformer à toute condition de

confidentialité demandée par la Partie qui transmet l'information. Si l'autre Partie ne peut pas se conformer à une telle condition, elle doit en informer la Partie qui transmet l'information dans les plus brefs délais.

Article 44 – Frais

Les frais ordinaires encourus pour exécuter une demande sont à la charge de la Partie requise. Lorsque des frais importants ou extraordinaires s'avèrent nécessaires pour donner suite à la demande, les Parties se concertent pour fixer les conditions dans lesquelles celle-ci sera exécutée ainsi que la manière dont les frais seront assumés.

Article 45 – Dommages et intérêts

- 1 Lorsqu'une action en responsabilité en raison de dommages résultant d'un acte ou d'une omission relevant de la coopération prévue par ce chapitre a été engagée par une personne, les Parties concernées envisagent de se consulter, le cas échéant, sur la répartition éventuelle des indemnités dues.
- 2 Une Partie qui fait l'objet d'une demande de dommages et intérêts s'efforce d'en informer sans délai l'autre Partie si celle-ci peut avoir un intérêt dans l'affaire.

Chapitre V – Coopération entre les cellules de renseignement financier

Article 46 – Coopération entre les cellules de renseignement financier

- 1 Les Parties veillent à ce que les cellules de renseignement financier, telles que définies par cette Convention, coopèrent aux fins de la lutte contre le blanchiment, conformément à leurs compétences nationales, afin de réunir et d'analyser les informations pertinentes sur tout fait qui pourrait être l'indice d'un blanchiment et, le cas échéant, d'enquêter au sein des cellules de renseignement financier à ce sujet.
- 2 Aux fins du paragraphe 1, chaque Partie veille à ce que les cellules de renseignement financier échangent, de leur propre chef ou sur demande, soit conformément à la présente Convention, soit conformément aux protocoles d'accord existants ou futurs compatibles avec cette Convention, toute information accessible pouvant leur être utile pour procéder au traitement ou à l'analyse d'informations ou, le cas échéant, à des enquêtes relatives à des transactions financières liées au blanchiment et aux personnes physiques ou morales impliquées.
- 3 Chaque Partie veille à ce que le statut interne des cellules de renseignement financier, qu'il s'agisse d'autorités administratives, répressives ou judiciaires, n'affecte pas l'exécution des tâches qui leur incombent en vertu du présent article.
- 4 Chaque demande faite au titre du présent article est accompagnée d'un bref exposé des faits pertinents connus de la cellule de renseignement financier requérante. La cellule de renseignement financier précise, dans la demande, la manière dont les informations demandées seront utilisées.
- 5 Lorsqu'une demande est présentée conformément à cet article, la cellule de renseignement financier requise fournit toutes les informations pertinentes, y compris les informations financières accessibles et les données des services répressifs demandées, sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande formelle au titre des conventions ou accords applicables entre les Parties.

- 6 Une cellule de renseignement financier peut refuser de divulguer des informations qui pourraient entraver une enquête judiciaire menée dans la Partie requise ou, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la divulgation des informations entraînerait des effets clairement disproportionnés au regard des intérêts légitimes d'une personne physique ou morale ou de la Partie concernée ou lorsqu'elle ne respecterait pas les principes fondamentaux du droit national de la Partie requise. Tout refus d'une telle divulgation est dûment expliqué à la cellule de renseignement financier demandant les informations.
- 7 Les informations ou documents obtenus conformément à cet article sont destinés seulement à être utilisés aux fins visées au paragraphe 1. Les informations fournies par une cellule de renseignement financier ne peuvent être divulguées aux tiers ni être utilisées par la cellule de renseignement financier réceptrice à des fins autres que l'analyse, sans le consentement préalable de la cellule de renseignement financier ayant fourni les informations.
- 8 Lorsqu'elle transmet des informations ou des documents en application du présent article, la cellule de renseignement financier effectuant la transmission peut imposer des restrictions et des conditions quant à l'utilisation des informations à des fins autres que celles qui sont prévues au paragraphe 7. La cellule de renseignement financier destinataire se conforme à ces restrictions et conditions.
- 9 Lorsqu'une Partie souhaite utiliser des informations ou des documents transmis pour des enquêtes ou poursuites judiciaires aux fins visées au paragraphe 7, la cellule de renseignement financier effectuant la transmission ne peut refuser son accord pour une telle utilisation, à moins qu'elle ne puisse le faire sur la base de restrictions prévues par son droit national ou au titre des conditions visées au paragraphe 6. Tout refus de donner son accord est dûment expliqué.
- 10 Les cellules de renseignement financier prennent toutes les mesures nécessaires, y compris en matière de sécurité, pour garantir qu'aucune autre autorité, organisme ou service n'ait accès aux informations transmises conformément au présent article.
- 11 Les informations fournies sont protégées, conformément à la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) et compte tenu de la recommandation n° R (87) 15 du 15 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police, au moins par les mêmes règles en matière de confidentialité et de protection des données à caractère personnel que celles qui s'appliquent en vertu de la législation nationale applicable à la cellule de renseignement financier requérante.
- 12 La cellule de renseignement financier effectuant la transmission peut adresser des requêtes raisonnables sur l'emploi qui a été fait des informations transmises et la cellule de renseignements financiers réceptrice doit fournir, lorsque cela est faisable, des informations en retour sur ce point.
- 13 Les Parties indiquent l'unité qui fait office de cellule de renseignement financier au sens du présent article.

Article 47 – Coopération internationale pour le report de transactions suspectes

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législative ou autres qui se révèlent nécessaires pour permettre à sa cellule de renseignement financier d'initier en urgence, à la demande d'une cellule

de renseignement financier étrangère, une mesure de suspension ou de report de la conclusion d'une transaction en cours. Les conditions et la durée d'une telle mesure sont identiques à celles prévues par le droit interne de la cellule de renseignement financier requise pour le report des transactions.

- 2 La cellule de renseignement financier requise prend les mesures prévues au paragraphe 1 lorsqu'elle estime, sur la base des éléments développés communiqués par la cellule de renseignement financier requérante, que :
 - a la transaction est liée à une opération de blanchiment et que
 - b la transaction aurait été suspendue, ou la conclusion de celle-ci reportée si elle avait fait l'objet d'une déclaration d'opération suspecte au niveau national.

Chapitre VI – Suivi de la mise en œuvre et règlement des différends

Article 48 – Suivi de la mise en œuvre et règlement des différends

- 1 Le Conférence des Parties est responsable du suivi de la mise en œuvre de cette Convention. La Conférence des Parties:
 - a contrôle la mise en œuvre appropriée de cette Convention par les Parties;
 - b peut, à la demande d'une Partie, donner un avis sur toute question concernant l'interprétation et l'application de la Convention. -
- 2 La Conférence des Parties exerce les missions prévues au paragraphe 1.a en utilisant les résumés publics disponibles du Comité d'experts restreint sur l'évaluation des mesures anti-blanchiment (Moneyval) (pour les Etats membres de Moneyval) et ceux du GAFI (pour les Etats membres du GAFI), complétés, le cas échéant, par des questionnaires d'auto évaluation périodiques. La procédure d'évaluation portera uniquement sur des domaines couverts par cette Convention qui ne sont pas déjà couverts par d'autres normes internationales, pour lesquelles des évaluations mutuelles sont réalisées par le GAFI et Moneyval.
- 3 Si la Conférence des Parties estime qu'elle a besoin d'informations complémentaires pour mener à bien ses missions, elle consulte la Partie concernée en s'appuyant, si elle en décide ainsi, sur les mécanismes et les procédures de Moneyval. La Partie concernée communique ensuite ses éléments de réponse à la Conférence des Parties. Sur la base de ces éléments, la Conférence des Parties détermine s'il convient de réaliser une évaluation plus approfondie de la situation de la Partie concernée. Ceci peut, mais ne doit pas nécessairement inclure des visites sur place par une équipe d'évaluation.
- 4 En cas de différend entre les Parties sur l'interprétation ou l'application de la Convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement du différend par la négociation ou tout autre moyen pacifique de leur choix, y compris la soumission du différend à la Conférence des Parties, à un tribunal arbitral qui prendra des décisions qui lieront les Parties au différend, ou à la Cour internationale de justice, selon un accord commun par les Parties concernées.
- 5 La Conférence des Parties adopte ses propres règles de procédure
- 6 Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe convoque la Conférence des Parties au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention. Des réunions périodiques sont ensuite tenues conformément aux règles de procédure adoptées par la Conférence des Parties.

Chapitre VII – Dispositions finales

Article 49 – Signature et entrée en vigueur

- 1 La Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, de la Communauté européenne et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration. Ces Etats ou la Communauté européenne peuvent exprimer leur consentement à être liés par:
 - a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
 - b signature, sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 3 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle six signataires, dont au moins quatre Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe 1.
- 4 Pour tout Signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de l'expression de son consentement à être lié par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe 1.
- 5 Aucune Partie à la Convention de 1990 ne peut ratifier, accepter ou approuver la présente Convention sans se considérer liée au moins par les dispositions correspondant aux dispositions de la Convention de 1990, auxquelles elle est liée.
- 6 Dès l'entrée en vigueur de la Convention, les Parties à cette Convention, qui sont également Parties à la Convention de 1990 :
 - a appliqueront les dispositions de cette Convention dans leurs relations mutuelles;
 - b continueront à appliquer les dispositions de la Convention de 1990 dans leurs relations avec d'autres Parties à ladite Convention, qui ne sont pas Parties à cette Convention.

Article 50 – Adhésion à la Convention

- 1 Après l'entrée en vigueur de cette Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après avoir consulté les Parties à la Convention, inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Parties ayant le droit de siéger au Comité.
- 2 Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 51 – Application territoriale

- 1 Tout Etat ou le Communauté européenne pourra, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la Convention.

- 2 Toute Partie pourra, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de cette Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
- 3 Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 52 – Relations avec d'autres conventions et accords

- 1 Cette Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations des Parties découlant d'instruments internationaux multilatéraux concernant des questions particulières.
- 2 Les Parties à la présente Convention pourront conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention, aux fins de compléter ou de renforcer les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qu'elle consacre.
- 3 Lorsque deux Parties ou plus ont déjà conclu un accord ou un traité sur un sujet couvert par la présente Convention, ou lorsqu'elles ont établi d'une autre manière leurs relations sur ce sujet, elles auront la faculté d'appliquer ledit accord, traité ou arrangement au lieu de la Convention, si cela facilite la coopération internationale.
- 4 Les Parties qui sont membres de l'Union européenne appliquent, dans leurs relations mutuelles, les règles de la Communauté et de l'Union européenne dans la mesure où il existe des règles de la Communauté ou de l'Union européenne régissant le sujet particulier concerné et applicables au cas d'espèce, sans préjudice de l'objet et du but de la présente Convention et sans préjudice de son entière application à l'égard des autres Parties.

Article 53 – Déclaration et réserves

- 1 Tout Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, formuler une ou plusieurs des déclarations prévues aux articles 3, paragraphe 2; 9, paragraphe 4; 17, paragraphe 5; 24, paragraphe 3; 31, paragraphe 2; 35, paragraphes 1 et 3; et 42, paragraphe 2.
- 2 Tout Etat ou la Communauté européenne peut également, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'il n'appliquera pas, en tout ou en partie, les dispositions des articles 7, paragraphe 2, alinéa c; 9, paragraphe 6; 46, paragraphe 5; et 47.
- 3 Tout Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer la manière dont il ou elle appliquera les articles 17 et 19 de cette Convention, eu égard notamment aux accords internationaux applicables dans le domaine de la coopération internationale en matière pénale. Il ou elle notifiera tout changement de cette information au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

- 4 Tout Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer:
 - a qu'il ou elle n'appliquera pas l'article 3, paragraphe 4; ou
 - b qu'il ou elle appliquera l'article 3, paragraphe 4 seulement en partie; ou
 - c la manière dont il ou elle appliquera l'article 3, paragraphe 4.Il ou elle notifiera tout changement de cette information au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 5 Aucune autre réserve n'est admise.
- 6 Toute Partie qui a formulé une réserve en vertu de cet article peut la retirer en tout ou en partie, en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.
- 7 La Partie qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 54 – Amendements

- 1 Des amendements à la Convention peuvent être proposés par chaque Partie et toute proposition sera communiquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à la Communauté européenne et à chaque Etat non membre qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 50.
- 2 Tout amendement proposé par une Partie est communiqué au Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) qui soumet au Comité des Ministres son avis sur l'amendement proposé.
- 3 Le Comité des Ministres examine l'amendement proposé et l'avis soumis par le CDPC, et peut adopter l'amendement à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe.
- 4 Le texte de tout amendement adopté par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 3 du présent article est transmis aux Parties pour acceptation.
- 5 Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 du présent article entrera en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties auront informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.
- 6 Afin d'actualiser les catégories infractions mentionnés à l'annexe, ainsi que d'amender l'article 13, des amendements peuvent être proposés par toute Partie ou par le Comité des Ministres. Ils sont communiqués par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Parties.
- 7 Après avoir consulté les Parties qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe et si nécessaire le CDPC, le Comité des Ministres peut adopter un amendement proposé en conformité avec le paragraphe 6 à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe. Cet amendement entrera en vigueur à l'expiration d'une période d'un an à compter de la date à laquelle il aura été transmis aux Parties. Pendant ce délai, toute Partie pourra notifier au Secrétaire Général une objection à l'entrée en vigueur de l'amendement à son égard.

- 8 Si un tiers des Parties a notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une objection à l'entrée en vigueur de l'amendement, celui-ci n'entre pas en vigueur.
- 9 Si moins d'un tiers des Parties a notifié une objection, l'amendement entre en vigueur pour les Etats contractants qui n'ont pas formulé d'objection.
- 10 Lorsqu'un amendement est entré en vigueur conformément aux paragraphes 6 à 9 du présent article et qu'une Partie a formulé une objection à cet amendement, celui-ci entrera en vigueur à l'égard de cette Partie le premier jour du mois suivant la date à laquelle elle aura notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Toute Partie qui a formulé une objection peut la retirer à tout moment en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 11 Si un amendement a été adopté par le Comité des Ministres, un Etat ou la Communauté européenne ne peut pas exprimer son consentement à être lié par la Convention sans avoir accepté, en même temps, les amendements.

Article 55 – Dénonciation

- 1 Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.
- 3 Toutefois, la Convention continue de s'appliquer à l'exécution, en vertu de l'article 23, d'une confiscation demandée conformément à ses dispositions avant que la dénonciation ne prenne effet.

Article 56 – Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à la Communauté européenne, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de cette Convention, à tout Etat invité à adhérer à celle-ci et à toute Partie à la Convention:

- a toute signature;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c toute date d'entrée en vigueur de la Convention conformément à ses articles 49 et 50;
- d toute déclaration ou réserve en vertu de l'article 53;
- e tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Warsaw, this 16th day of May 2005, in English and in French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to the European Community, to the non member States which have participated in the elaboration of the Convention and to any State invited to accede to it.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Varsovie, le 16 mai 2005, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, à la Communauté européenne, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de cette Convention et à tout Etat invité à adhérer à celle ci.

Certified a true copy of the sole original document, in English and in French, deposited in the archives of the Council of Europe.

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues française et anglaise, déposé dans les archives du Conseil de l'Europe.

Strasbourg, 22 September 2005

The Director General of Legal Affairs
of the Council of Europe,

Le Directeur Général des Affaires Juridiques
du Conseil de l'Europe,

Guy DE VEL



Annexe

- a la participation à un groupe criminel organisé;
- b le terrorisme, y compris le financement du terrorisme;
- c la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants;
- d l'exploitation sexuelle, y compris celle des enfants;
- e le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- f le trafic d'armes;
- g le trafic illicite de biens volés et autres biens;
- h la corruption;
- i la fraude et l'escroquerie;
- j la contrefaçon de monnaie;
- k la contrefaçon et le piratage de produits;
- l les crimes et les délits contre l'environnement;
- m les meurtres et les blessures corporelles graves;
- n l'enlèvement, la séquestration et la prise d'otages;
- o le vol;
- p la contrebande;
- q l'extorsion;
- r le faux;
- s la piraterie;
- t les délits d'initiés et la manipulation de marchés boursiers.

Convenzione del Consiglio d'Europa sul riciclaggio, la ricerca, il sequestro e la confisca dei proventi di reato e sul finanziamento del terrorismo.

Adottata dal Comitato dei Ministri il 3 maggio 2005 alla 925ma riunione dei delegati dei Ministri

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e gli altri Stati firmatari della presente Convenzione,

considerando che lo scopo del Consiglio d'Europa è quello di raggiungere un'unione più stretta fra i propri membri;

convinti della necessità di perseguire una politica penale comune tendente alla protezione della società;

considerando che la lotta contro la criminalità grave, che costituisce sempre più un problema internazionale, richiede l'impiego di metodi moderni ed efficaci a livello internazionale;

ritenendo che uno di questi metodi consista nel privare i criminali dei proventi e degli strumenti di reato;

considerando che per il raggiungimento di questo obiettivo deve essere anche creato un efficiente sistema di cooperazione internazionale;

richiamando la Convenzione del Consiglio d'Europa sul riciclaggio, la ricerca, il sequestro e la confisca dei proventi di reato (STE 141 – di seguito denominata “la Convenzione del 1990”);

richiamando altresì la Risoluzione 1373 (2001) sulla minaccia alla pace e alla sicurezza internazionali derivante da atti terroristici, adottata dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite il 28 dicembre 2001, e in particolare il suo paragrafo 3.d;

richiamando la Convenzione internazionale per la repressione del finanziamento del terrorismo, adottata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite il 9 dicembre 1999, in particolare i suoi Articoli 2 e 4, che obbligano gli Stati parte a considerare il finanziamento del terrorismo un reato penale;

convinti della necessità di attuare misure immediate per ratificare ed attuare pienamente la Convenzione internazionale per la repressione del finanziamento al terrorismo sopraccitata,

hanno convenuto quanto segue:

Capitolo I – Definizioni

Articolo 1 – Definizioni

Ai fini della presente Convenzione, l'espressione:

- a. "provento" (*produit*) designa qualsiasi vantaggio economico derivato o ottenuto direttamente o indirettamente dalla commissione di un reato penale. Esso può consistere in qualsiasi valore patrimoniale, come definito nella lettera b. del presente Articolo;
- b. "bene" comprende un bene di qualsiasi natura, materiale o immateriale, mobile o immobile, nonché gli atti giuridici o i documenti comprovanti il diritto di proprietà o altri diritti sui predetti beni;
- c. "strumento" designa qualsiasi bene impiegato o destinato ad essere impiegato in qualsiasi modo, in tutto o in parte, per commettere uno o più reati;
- d. "confisca" designa una sanzione o misura ordinata da un'autorità giudiziaria a seguito di un procedimento per uno o più reati risultante nella privazione permanente del bene;
- e. "reato presupposto" designa qualsiasi reato in conseguenza del quale si generano proventi che possono diventare oggetto di uno dei reati definiti all'Articolo 9 della presente Convenzione.
- f. "unità di informazione finanziaria" (qui di seguito denominata FIU) designa un'unità nazionale centrale incaricata di ricevere (e, nella misura in cui le è permesso, di richiedere), di analizzare e di trasmettere alle autorità competenti comunicazioni di informazioni finanziarie:
 - i) concernenti beni sospettati di essere proventi di reato o che possono essere serviti al finanziamento del terrorismo, oppure
 - ii) richieste dalla legislazione o dalla regolamentazione nazionale, ai fini della lotta al riciclaggio e al finanziamento del terrorismo;
- g. «congelamento» o «sequestro» designa il divieto temporaneo relativo alla distruzione, al trasferimento, alla conversione, all'alienazione o al movimento di valori patrimoniali oppure l'assunzione temporanea della custodia o del controllo di beni su decisione di un tribunale o di un'altra autorità competente;
- h. "finanziamento del terrorismo" designa ogni atto di cui all'Articolo 2 della citata Convenzione internazionale per la repressione dei finanziamenti al terrorismo.

Capitolo II – Finanziamento del terrorismo

Articolo 2 – Applicazione della Convenzione al finanziamento del terrorismo

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per consentirle di applicare le disposizioni contenute nei Capitoli III, IV e V della presente Convenzione al finanziamento del terrorismo.
2. In particolare, ciascuna Parte garantisce che sarà in grado di cercare, rintracciare, identificare, congelare, sequestrare e confiscare i valori patrimoniali, di origine lecita o illecita, utilizzati o destinati ad essere utilizzati in qualsiasi modo, interamente o parzialmente, per il finanziamento del

terrorismo, o i proventi di tale reato, nonché di fornire la propria collaborazione a tal fine nella misura più ampia possibile.

Capitolo III – Misure in ambito nazionale

Sezione 1 – Disposizioni generali

Articolo 3 – Misure di confisca

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per consentirle di procedere alla confisca di strumenti e di proventi o di valori patrimoniali il cui valore corrisponde a tali proventi e valori patrimoniali riciclati.

2. Fermo restando che il paragrafo 1 del presente Articolo si applica al riciclaggio e alle categorie di reati di cui all'Allegato alla Convenzione, ciascuna Parte può, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, dichiarare che il paragrafo 1 del presente Articolo si applicherà:

a. solamente ai reati punibili con una pena privativa della libertà o con una misura di sicurezza privativa della libertà di un periodo massimo di almeno un anno. Tuttavia, le Parti possono formulare una dichiarazione su tale disposizione per quel che concerne la confisca dei proventi di reati fiscali, per il solo fine di poter procedere alla confisca di tali proventi, sia sul piano nazionale che nell'ambito della cooperazione internazionale, sulla base del diritto nazionale e internazionale in materia di recupero dei crediti fiscali; o, anche congiuntamente

b. solamente ad una lista di reati specifici.

3. Ciascuna Parte può prevedere la confisca obbligatoria per taluni reati che sono soggetti al regime di confisca. Le Parti, in particolare, possono inserire in tale disposizione i reati di riciclaggio, il traffico di sostanze stupefacenti, il traffico di esseri umani e ogni altro reato grave.

4. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per esigere che, in caso di reati gravi così come definiti dalla legislazione nazionale, l'autore del reato dimostri l'origine dei suoi valori patrimoniali sospettati di essere proventi, o di altri valori patrimoniali passibili di confisca, nella misura in cui una tale richiesta è coerente con i principi del diritto interno.

Articolo 4 – Misure investigative e provvisorie

Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per consentirle di identificare, rintracciare, congelare o sequestrare rapidamente i valori patrimoniali passibili di confisca ai sensi dell'Articolo 3, in particolare al fine di facilitare l'esecuzione di una successiva misura di confisca.

Articolo 5 – Congelamento, sequestro e confisca

Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per garantire che le misure di congelamento, sequestro e confisca si applichino anche:

a. ai valori patrimoniali in cui i proventi sono stati trasformati o convertiti;

b. ai valori patrimoniali legittimamente acquisiti, se i proventi sono stati mescolati, in toto o in parte, con tali valori patrimoniali, fino a concorrenza del valore stimato dei proventi che vi sono stati mischiati;

c. ai redditi o altri benefici derivanti dai proventi, dai valori patrimoniali in cui i proventi di reato sono stati trasformati o convertiti, oppure dai valori patrimoniali con cui i proventi di reato sono stati mischiati, fino a concorrenza del valore stimato dei proventi che vi sono stati mischiati, allo stesso modo e nella stessa misura dei proventi.

Articolo 6 – Gestione dei proventi congelati o sequestrati

Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per assicurare una gestione corretta dei proventi congelati o sequestrati conformemente agli Articoli 4 e 5 della presente Convenzione.

Articolo 7 – Poteri e tecniche d'investigazione

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per conferire alle proprie autorità giudiziarie o alle altre competenti autorità la facoltà di ordinare che documenti bancari, finanziari o commerciali siano messi a disposizione o siano sottoposti a sequestro al fine di attuare i provvedimenti di cui agli Articoli 3, 4 e 5. Ciascuna Parte non potrà rifiutarsi di agire a norma delle disposizioni del presente Articolo opponendo il segreto bancario.

2. Fatto salvo il soprastante paragrafo 1, ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie a consentirle di:

a. determinare se una persona fisica o giuridica sia il detentore o il reale beneficiario di uno o più conti, di qualsivoglia natura, presso qualsiasi banca situata sul suo territorio e, in tal caso, ottenere ogni particolare dei conti identificati;

b. ottenere le informazioni concernenti i conti bancari specificati e le operazioni bancarie effettuate in un dato periodo attraverso uno o più conti specificati, compresi i particolari relativi a eventuali conti emittenti o beneficiari;

c. monitorare, in un dato periodo, le operazioni bancarie che sono state effettuate su uno o più conti indicati; e

d. assicurare che le banche non rivelino al cliente interessato o a terzi il fatto che sono state richieste o ottenute informazioni a norma dei sottoparagrafi *a*, *b*, o *c* o che è in corso un'indagine.

Le Parti valuteranno la possibilità di estendere tale disposizione a conti detenuti presso istituti finanziari non bancari.

3. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per consentirle di impiegare tecniche investigative speciali che facilitino l'identificazione e la ricerca dei proventi, nonché la raccolta delle relative prove, quali osservazioni, intercettazioni di telecomunicazioni, accesso a sistemi computerizzati e ordini di produrre determinati documenti.

Articolo 8 – Mezzi giuridici di tutela

Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie ad assicurare che le Parti interessate dalle misure di cui agli Articoli 3, 4 e 5 e dalle altre disposizioni pertinenti di questa Sezione, dispongano di efficaci rimedi giuridici a tutela dei propri diritti.

Articolo 9 – Reati di riciclaggio

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie a prevedere come reato, secondo la propria legislazione interna, quando il fatto è commesso intenzionalmente:

a. la conversione o il trasferimento di valori patrimoniali, sapendo che essi sono proventi, allo scopo di occultare o dissimulare l'illecita provenienza dei valori patrimoniali stessi o aiutare persone coinvolte nella commissione del reato presupposto a sottrarsi alle conseguenze giuridiche dei loro atti;

b. l'occultamento o la dissimulazione della vera natura, dell'origine, dell'ubicazione, dell'alienazione o spostamento di valori patrimoniali, nonché dei diritti di proprietà e degli altri diritti ad essi relativi, sapendo che detti valori patrimoniali sono proventi;

e, fatti salvi i suoi principi costituzionali e i concetti fondamentali del suo ordinamento giuridico;

c. l'acquisizione, il possesso o l'uso di valori patrimoniali sapendo, nel momento in cui sono ricevuti, che essi sono proventi;

d. la partecipazione nella commissione di reati che sono stati previsti a norma del presente Articolo, l'associazione o il concorso allo scopo di commettere tali reati, il tentativo di commetterli, nonché l'assistenza, l'istigazione, il favoreggiamento e il prestare consigli per la loro commissione.

2. Al fine di dare attuazione o applicazione al paragrafo 1 del presente Articolo:

a. è irrilevante il fatto che la Parte abbia o non abbia giurisdizione penale in relazione al reato presupposto;

b. può essere previsto che i reati di cui al predetto paragrafo non si applichino alle persone che hanno commesso il reato presupposto;

c. la consapevolezza, l'intenzione o il fine richiesti come elementi di uno dei reati di cui al predetto paragrafo possono essere dedotti da circostanze oggettive e di fatto.

3. Ciascuna Parte può adottare le misure legislative e di altra natura necessarie per conferire carattere di reato, secondo la propria legge interna, alla totalità o a una parte degli atti di cui al paragrafo 1 del presente Articolo, in uno o in tutti i seguenti casi, laddove l'autore del reato:

a. sospettava che i valori patrimoniali erano proventi;

b. avrebbe dovuto supporre che i valori patrimoniali erano proventi.

4. Nella misura in cui il paragrafo 1 del presente Articolo si applica alle categorie di reati presupposti di cui all'Allegato alla Convenzione, ciascuno Stato o la Comunità Europea, al momento della firma o all'atto del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o

adesione, può, mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, dichiarare che il paragrafo 1 del presente Articolo si applica:

a. solamente ai reati presupposti punibili con una pena privativa della libertà o con una misura di sicurezza privativa della libertà di durata massima superiore ad un anno, ovvero per quelle Parti il cui ordinamento giuridico prevede una soglia minima per i reati, i reati punibili con una pena privativa della libertà o con una misura di sicurezza privativa della libertà di durata minima superiore ai sei mesi; e/o

b. solamente ad una lista di reati presupposti indicati; e/o

c. ad una categoria di reati gravi nella legislazione nazionale della Parte.

5. Ciascuna Parte garantisce che una condanna precedente o simultanea per il reato presupposto non è un requisito essenziale per una condanna di riciclaggio.

6. Ciascuna Parte garantisce che una condanna per riciclaggio ai sensi del presente Articolo è possibile laddove è dimostrato che i valori patrimoniali, oggetto di uno degli atti di cui al paragrafo 1.a e b di questo Articolo, derivano da un reato presupposto, senza che sia necessario stabilire precisamente di quale reato esattamente si tratta.

7. Ciascuna Parte garantisce che i reati presupposti di riciclaggio copriranno gli atti commessi in un altro Stato, che costituiscono un reato in quello Stato, e che avrebbero costituito un reato presupposto se fossero stati commessi sul territorio nazionale. Ciascuna Parte può prevedere quale unico requisito fondamentale che tale atto avrebbe costituito un reato presupposto se fosse stato commesso sul territorio nazionale.

Articolo 10 – Responsabilità delle persone giuridiche

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per garantire che le persone giuridiche possano essere dichiarate responsabili dei reati penali di riciclaggio stabiliti conformemente alla presente Convenzione, commessi a loro vantaggio da qualsiasi persona fisica che agisca individualmente o in quanto parte di un organo della persona giuridica, che detenga una posizione dirigenziale in seno alla persona giuridica, basata:

- a. sul potere di rappresentanza di detta persona giuridica, o
- b. sull'autorità di prendere decisioni per conto della persona giuridica, o
- c. sull'autorità di esercitare il controllo in seno a tale persona giuridica;

nonché per il coinvolgimento di una persona fisica quale complice o istigatore dei reati sopra menzionati.

2. Oltre ai casi già previsti al paragrafo 1, ciascuna Parte adotta le misure necessarie affinché le persone giuridiche possano essere dichiarate responsabili quando la carenza di vigilanza o controllo da parte di una persona fisica di cui al paragrafo 1 abbia reso possibile la perpetrazione di un reato penale di cui al paragrafo 1 a vantaggio di tale persona giuridica da parte di una persona fisica soggetta alla sua autorità.

3. La responsabilità della persona giuridica ai sensi del presente Articolo non esclude l'azione penale contro le persone fisiche che siano autori, istigatori o complici dei reati di cui al paragrafo 1.

4. Ciascuna Parte garantisce che le persone giuridiche dichiarate responsabili ai sensi del presente Articolo siano passibili di sanzioni di natura penale o meno effettive, proporzionate e dissuasive, comprendenti sanzioni pecuniarie.

Articolo 11 – Decisioni precedenti

Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per prevedere la possibilità di tenere conto, nel determinare la pena, delle decisioni definitive contro una persona fisica o giuridica, adottate da un'altra Parte in relazione ai reati stabiliti conformemente alla presente Convenzione.

Sezione 2 - Unità di Informazione Finanziaria (FIU) e prevenzione

Articolo 12 – Unità di Informazione Finanziaria (FIU)

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per istituire un'unità di informazione finanziaria, così come definita dalla presente Convenzione.

2. A tal fine, ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie a garantire che la FIU abbia accesso, direttamente o indirettamente e puntualmente, alle informazioni finanziarie, amministrative e in possesso delle forze dell'ordine, per esercitare correttamente le proprie funzioni, ivi compresa l'analisi delle segnalazioni di transazioni sospette.

Articolo 13 – Misure per la prevenzione del riciclaggio

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie per istituire un regime interno completo di regolamentazione e di vigilanza o monitoraggio per prevenire il riciclaggio. Ciascuna Parte deve tenere conto degli standard internazionali applicabili, ivi comprese, in particolare, le raccomandazioni adottate dal Gruppo d'azione finanziaria contro il riciclaggio (GAFI).

2. A tale riguardo, ciascuna Parte adotta, in particolare, le misure legislative e di altra natura necessarie a:

- a) sottoporre le persone giuridiche e fisiche che esercitano attività particolarmente suscettibili di riciclaggio, nell'ambito di dette attività, all'obbligo di:
 - i. identificare e verificare l'identità dei propri clienti e, laddove applicabile, il beneficiario effettivo, nonché di applicare al rapporto d'affari l'obbligo della dovuta diligenza in maniera costante, sulla base di un approccio basato sul rischio.
 - ii. segnalare i sospetti di riciclaggio sotto riserva di garanzie;
 - iii. adottare le misure di supporto, quali la conservazione dei dati relativi alle transazioni e all'identificazione dei clienti, la formazione del personale e l'introduzione di politiche e procedure interne adeguate, a seconda del caso, alla portata ed alla natura delle attività;
- b) vietare, nei casi opportuni, alle persone menzionate alla lettera a) del presente Articolo di divulgare il fatto che una segnalazione di transazione sospetta, o delle informazioni ad essa correlate, sia stata trasmessa o che un'indagine di riciclaggio sia stata o potrebbe essere intrapresa;

- c) garantire che le persone di cui alla lettera a) siano soggette ad efficaci sistemi di controllo, e laddove applicabile, di vigilanza, al fine di assicurare il rispetto dei loro obblighi in materia di lotta al riciclaggio. Se del caso, detti dispositivi possono essere adattati in funzione del rischio.

3. A tal fine, ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie ad individuare il trasporto transfrontaliero significativo di contante e di strumenti al portatore negoziabili.

Articolo 14 – Ritardo delle transazioni sospette interne

Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie a consentire alla FIU o, a seconda del caso, ad ogni altra autorità o organismo competente, allorché esiste un sospetto che la transazione sia legata ad una operazione di riciclaggio, di intervenire urgentemente per sospendere o ritardare la conclusione di una transazione in corso, al fine di permettere l'analisi della transazione e confermare il sospetto. Ciascuna Parte può limitare l'applicazione di una tale misura ai casi in cui sia stata comunicata una segnalazione di transazione sospetta. La durata massima di ogni sospensione o ritardo per la conclusione di una transazione è prevista dalla legislazione nazionale.

Capitolo IV – Cooperazione internazionale

Sezione 1 – Principi di cooperazione internazionale

Articolo 15 – Principi generali e misure di cooperazione internazionale

1. Le Parti cooperano, su base di reciprocità, nella misura più ampia possibile ai fini delle indagini e delle procedure per la confisca di strumenti e di proventi.
2. Ciascuna Parte prende le misure legislative e di altra natura eventualmente necessarie per consentirle di eseguire, alle condizioni previste dal presente Capitolo, le richieste:
 - a. di confisca di valori patrimoniali specifici consistenti in proventi o strumenti nonché di confisca di proventi consistente nell'imposizione dell'obbligo di pagare una somma di denaro pari al valore dei proventi;
 - b. di assistenza nelle indagini e di misure provvisorie ai fini dell'una o dell'altra forma di confisca di cui alla lettera a. che precede.
3. L'assistenza nelle indagini e le misure provvisorie di cui al paragrafo 2.b del presente Articolo vengono applicate così come consentito dal diritto interno della Parte richiesta e conformemente a questo. Laddove una richiesta concernente una di queste misure specifichi formalità o procedure che sono necessarie ai sensi del diritto della Parte richiedente, anche se non familiari alla Parte richiesta, quest'ultima soddisfa la richiesta nella misura in cui l'intervento richiesto non è contrario ai principi fondamentali del suo diritto interno.
4. Ciascuna Parte adotta le misure legislative o di altra natura necessarie a garantire che alle richieste formulate da altre Parti, al fine di identificare, rintracciare, congelare o sequestrare proventi e strumenti, venga accordata la stessa priorità di quelle presentate nell'ambito delle procedure interne.

Sezione 2 – Assistenza nelle indagini

Articolo 16 – Obbligo di prestare assistenza

Le Parti, su richiesta, si prestano la più ampia assistenza possibile per identificare e rintracciare gli strumenti, i proventi e gli altri valori patrimoniali suscettibili di confisca. Rientrano nell'assistenza tutte le misure per acquisire e assicurare la prova dell'esistenza, dell'ubicazione, del movimento, della natura, dello status giuridico e dell'ammontare dei valori patrimoniali sopra indicati.

Articolo 17 – Richieste di informazioni sui conti bancari

1. Ciascuna Parte, secondo le condizioni di cui al presente Articolo, adotta i provvedimenti necessari a determinare, in risposta ad una richiesta trasmessa da un'altra Parte, se una persona fisica o giuridica oggetto di un'indagine penale detenga o controlli uno o più conti, di qualsivoglia natura, in una banca situata nel suo territorio e, in caso affermativo, a fornire ogni particolare dei conti identificati.

2. L'obbligo di cui al presente Articolo si applica unicamente nella misura in cui le informazioni sono note alla banca presso la quale è depositato il conto.

3. Oltre a quanto previsto dall'Articolo 37, la Parte richiedente, nella sua richiesta, deve:

a. indicare perché ritiene che sia verosimile che le informazioni richieste siano di valore fondamentale ai fini dell'indagine sul reato;

b. indicare per quali motivi presume che i conti siano detenuti presso banche della Parte richiesta e, per quanto ne sia a conoscenza, quali banche e/o conti possano essere implicati; e

c. inserire qualsiasi ulteriore informazione disponibile che possa facilitare l'esecuzione della richiesta.

4. La Parte richiesta può subordinare l'esecuzione di una richiesta alle stesse condizioni che si applicano per le richieste di perquisizione e sequestro.

5. Ciascuno Stato o la Comunità Europea, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, può, mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, dichiarare che il presente Articolo si applica soltanto alle categorie di reati di cui all'Allegato alla presente Convenzione.

6. Le Parti possono estendere tale disposizione ai conti detenuti presso istituti finanziari non bancari. Tale estensione può essere soggetta al principio della reciprocità.

Articolo 18 – Richieste di informazioni sulle operazioni bancarie

1. Su domanda di un'altra Parte, la Parte richiesta fornisce i particolari dei conti bancari specificati e delle operazioni bancarie che sono state effettuate in un dato periodo su uno o più conti indicati nella richiesta, compresi i particolari relativi a eventuali conti emittenti o beneficiari.

2. L'obbligo di cui al presente Articolo si applica unicamente nella misura in cui le informazioni sono note alla banca presso cui è depositato il conto.

3. Oltre a quanto previsto dall'Articolo 37, la Parte richiedente, nella sua richiesta, deve indicare perché ritiene che le informazioni richieste siano pertinenti ai fini dell'indagine sul reato.

4. La Parte richiesta può subordinare l'esecuzione di una richiesta alle stesse condizioni che si applicano per le richieste di perquisizione e sequestro.

5. Le Parti possono estendere tale disposizione ai conti detenuti presso istituti finanziari non bancari. Tale estensione può essere soggetta al principio della reciprocità.

Articolo 19 – Richiesta di controllo delle operazioni bancarie

1. Ciascuna Parte provvede affinché, su richiesta di un'altra Parte, sia in grado di controllare, durante un dato periodo, le operazioni bancarie che sono state effettuate su uno o più conti indicati nella richiesta e comunicare i relativi risultati alla Parte richiedente.

2. Oltre a quanto previsto dall'Articolo 37, la Parte richiedente, nella sua richiesta, deve indicare perché ritiene che le informazioni richieste siano pertinenti ai fini dell'indagine sul reato.

3. La decisione di esercitare un controllo è adottata in ciascun singolo caso dalle autorità competenti della Parte richiesta, tenendo nella debita considerazione il diritto nazionale di detta Parte.

4. Le modalità pratiche del controllo sono concordate dalle autorità competenti della Parte richiedente e di quella richiesta.

5. Le Parti possono estendere tale disposizione ai conti detenuti presso istituti finanziari non bancari.

Articolo 20 – Trasmissione spontanea delle informazioni

Senza pregiudicare le proprie indagini o le proprie procedure, ciascuna Parte, senza esserne stata preventivamente richiesta, può trasmettere a un'altra Parte informazioni su strumenti o su proventi se ritiene che la comunicazione di tali informazioni potrebbe aiutare la Parte ricevente ad iniziare o a svolgere indagini o procedure, ovvero potrebbe portare ad una richiesta di quest'ultima Parte ai sensi delle disposizioni del presente Capitolo.

Sezione 3 – Misure provvisorie

Articolo 21 – Obbligo di ordinare misure provvisorie

1. Su richiesta di un'altra Parte che abbia avviato una procedura penale o un'azione per fini di confisca, ciascuna Parte prende le necessarie misure provvisorie, come il congelamento o il sequestro, allo scopo di prevenire qualsiasi commercio, trasferimento o alienazione di valori patrimoniali che, in un momento successivo, potrebbero formare oggetto di richiesta di confisca o potrebbero servire a soddisfare tale richiesta.

2. La Parte che ha ricevuto una richiesta di confisca a norma dell'Articolo 23, se richiesta, adotta le misure indicate nel paragrafo 1 del presente Articolo relativamente ai valori patrimoniali che formino oggetto della richiesta o che potrebbero servire a soddisfare la stessa.

Articolo 22 – Esecuzione delle misure provvisorie

1. Successivamente all'esecuzione delle misure provvisorie richieste conformemente al paragrafo 1 dell'Articolo 21, la Parte richiedente fornisce spontaneamente e nei tempi più brevi alla Parte richiesta tutte le informazioni che possono mettere in questione o modificare la portata di tali misure. Inoltre, la Parte richiedente fornisce senza alcun indugio tutte le informazioni complementari sollecitate dalla Parte richiesta e che sono necessarie per l'applicazione e per dar seguito alle misure provvisorie.

2. Prima di revocare qualsiasi misura provvisoria a norma del presente Articolo, in tutti i casi in cui è possibile, la Parte richiesta dà alla Parte richiedente la possibilità di esporre i motivi a favore del mantenimento della misura.

Sezione 4 – Confisca

Articolo 23 – Obbligo di confisca

1. La Parte che ha ricevuto da un'altra Parte una richiesta di confisca di strumenti o di proventi situati sul proprio territorio:

a. esegue l'ordine di confisca emesso dall'autorità giudiziaria della Parte richiedente con riferimento a tali strumenti o proventi; oppure

b. sottopone la richiesta alle proprie competenti autorità allo scopo di ottenere un ordine di confisca e, se questo è ottenuto, lo esegue.

2. Ai fini dell'applicazione del paragrafo 1b del presente Articolo, ciascuna Parte è, quando sia necessario, competente per avviare procedure di confisca in base alla propria legge.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo si applicano anche in caso di confisca consistente nell'obbligo di pagare una somma di denaro corrispondente al valore dei proventi, se i valori patrimoniali che possono essere oggetto dell'esecuzione della confisca si trovano sul territorio della Parte richiesta. In tali casi, quando l'esecuzione della confisca avviene a norma del paragrafo 1, la Parte richiesta, qualora non sia ottenuto il pagamento, soddisfa i propri diritti su qualsiasi valore patrimoniale disponibile a tale scopo.

4. Se la richiesta di confisca riguarda un valore patrimoniale specifico, le Parti possono decidere che la Parte richiesta esegua la confisca sotto forma di obbligo di pagamento di una somma di denaro corrispondente all'ammontare del valore patrimoniale.

5. Le Parti cooperano nella misura più ampia possibile, conformemente al proprio diritto interno, con le Parti che sollecitano l'esecuzione di misure equivalenti alla confisca e che conducono ad una privazione del valore patrimoniale, che non costituiscono sanzioni penali, laddove tali misure sono state ordinate da un'autorità giudiziaria della Parte richiedente in relazione ad un reato penale, a condizione che sia stato stabilito che i valori patrimoniali costituiscono proventi o altri valori patrimoniali ai sensi dell'Articolo 5 della presente Convenzione.

Articolo 24 – Esecuzione della confisca

1. Le procedure per ottenere ed eseguire la confisca prevista dall'Articolo 23 sono disciplinate dalla legislazione della Parte richiesta.

2. La Parte richiesta è vincolata dagli accertamenti dei fatti nei limiti in cui essi siano stabiliti in una sentenza di condanna o in una decisione giudiziaria della Parte richiedente, o nei limiti in cui questa sentenza o decisione giudiziaria sia fondata su tali fatti.

3. Ciascuno Stato o la Comunità Europea, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, può, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, dichiarare che il paragrafo 2 del presente Articolo si applica soltanto subordinatamente ai principi costituzionali e ai concetti fondamentali del proprio sistema giuridico.

4. Se la confisca consiste nell'obbligo di pagare una somma di denaro, la competente autorità della Parte richiesta converte il relativo importo nella propria valuta al tasso di cambio in vigore nel momento in cui è presa la decisione di eseguire la confisca.

5. Nel caso dell'Articolo 23 paragrafo 1a, soltanto la Parte richiedente ha diritto di decidere su eventuali richieste di revisione della decisione di confisca.

Articolo 25 – Valori patrimoniali confiscati

1. Una Parte che confisca dei valori patrimoniali ai sensi degli Articoli 23 e 24 della presente Convenzione, ne dispone conformemente al proprio diritto interno ed alle procedure amministrative.

2. Allorquando una Parte agisce su richiesta di un'altra Parte in applicazione degli Articoli 23 e 24 della presente Convenzione, essa deve, nella misura in cui le è permesso dal proprio ordinamento interno e se così richiesto, dare priorità alla restituzione dei valori patrimoniali confiscati alla Parte richiedente, così che quest'ultima possa risarcire le vittime del reato o restituire tali valori patrimoniali ai legittimi proprietari.

3. Allorquando una Parte agisce su richiesta di un'altra Parte in applicazione degli Articoli 23 e 24 della presente Convenzione, essa può prendere in considerazione in modo speciale la conclusione di accordi o disposizioni sulla ripartizione con altre Parti, regolarmente o caso per caso, di detti valori patrimoniali, conformemente al proprio diritto interno o alle sue procedure amministrative.

Articolo 26 – Diritto di esecuzione e importo massimo della confisca

1. La richiesta di confisca a norma degli Articoli 23 e 24 non pregiudica il diritto della Parte richiedente di eseguire essa stessa l'ordine di confisca.

2. Nulla della presente Convenzione può essere interpretato in modo da consentire che il valore totale della confisca superi l'importo della somma di denaro specificato nell'ordine di confisca. Qualora una delle Parti ritenga che quanto sopra possa verificarsi, le Parti interessate si consultano allo scopo di evitarlo.

Articolo 27 – Detenzione per inadempienza

Se la Parte richiedente lo ha esplicitamente indicato nella richiesta, la Parte richiesta non può imporre pene detentive in caso d'inadempienza, né altre misure restrittive della libertà personale, come risultato di una richiesta fatta ai sensi dell'Articolo 23.

Sezione 5 – Rifiuto e rinvio della cooperazione

Articolo 28 – Motivi di rifiuto

1. La cooperazione ai sensi del presente Capitolo può essere rifiutata se:

- a. la misura richiesta fosse contraria ai principi fondamentali del sistema giuridico della Parte richiesta; o
- b. l'esecuzione della richiesta rischia di pregiudicare la sovranità, la sicurezza, l'ordine pubblico o altri interessi essenziali della Parte richiesta; o
- c. la Parte richiesta ritiene che l'importanza del caso al quale la richiesta si riferisce non giustifica l'esecuzione della misura richiesta; o
- d. il reato al quale si riferisce la richiesta è di natura fiscale, ad eccezione del finanziamento del terrorismo; o
- e. il reato al quale si riferisce la richiesta è di natura politica, ad eccezione del finanziamento del terrorismo; o
- f. la Parte richiesta ritiene che l'esecuzione della misura richiesta sarebbe contraria al principio «ne bis in idem»; o
- g. il reato al quale la richiesta si riferisce non costituirebbe reato ai sensi del diritto della Parte richiesta se fosse stato commesso nell'ambito della sua giurisdizione. Tuttavia, tale motivo di rifiuto è applicabile alla cooperazione prevista dalla Sezione 2 soltanto nei limiti in cui l'assistenza richiesta comporti misure coercitive. Laddove è prevista la doppia criminalità ai fini della cooperazione ai sensi del presente Capitolo, tale obbligo è ritenuto soddisfatto, a prescindere dal fatto che le Parti classifichino o meno il reato nella stessa categoria o utilizzino o meno la stessa terminologia per la sua definizione, a condizione che entrambe le Parti incriminino la condotta alla base del reato.

2. La cooperazione ai sensi della Sezione 2, nella misura in cui l'assistenza richiesta comporti misure coercitive, e ai sensi della Sezione 3 del presente Capitolo può inoltre essere rifiutata se, qualora si trattasse di un caso interno analogo, la legge interna della Parte richiesta non consentirebbe l'adozione delle misure richieste ai fini di indagini o di procedure.

3. Quando il diritto della Parte richiesta lo prevede, la cooperazione ai sensi della Sezione 2, nella misura in cui l'assistenza richiesta comporti misure coercitive, e ai sensi della Sezione 3 del presente Capitolo può essere rifiutata, inoltre, se le misure richieste, o qualsiasi altra misura avente analoghi effetti, non fossero consentite dalla legge della Parte richiedente, oppure, per quanto riguarda le competenti autorità della Parte richiedente, se la richiesta non è autorizzata né da un giudice, né da altra autorità giudiziaria, compresi i pubblici ministeri, che agiscano in relazione a un reato.

4. La cooperazione ai sensi della Sezione 4 del presente Capitolo può inoltre essere rifiutata se:

- a. la legge della Parte richiesta non prevede la confisca per il tipo di reato al quale la richiesta stessa si riferisce; o

b. senza pregiudizio per l'obbligo fissato dall'Articolo 23 paragrafo 3, essa fosse contraria ai principi dell'ordinamento interno della Parte richiesta relativi ai limiti della confisca determinati con riguardo al rapporto fra il reato e:

i. il vantaggio economico che potrebbe essere considerato come suo provento; oppure

ii. i valori patrimoniali che potrebbero essere considerati come strumenti; o

c. secondo la legge della Parte richiesta, la confisca non può essere ordinata o eseguita a causa della prescrizione; o

d. fatto salvo l'Articolo 23, paragrafo 5, la richiesta non si riferisce a una precedente condanna né a una decisione di natura giudiziaria, né a una dichiarazione, contenuta in una tale decisione, secondo la quale sono stati commessi uno o più reati, sulla base della quale la confisca è stata ordinata o richiesta; o

e. la confisca non è eseguibile nella Parte richiedente, o è ancora soggetta a rimedi ordinari di diritto; o

f. la richiesta si riferisce a un ordine di confisca avente origine da una decisione presa *in absentia* della persona contro la quale il provvedimento stesso è stato emesso e, a giudizio della Parte richiesta, la procedura avviata dalla Parte richiedente e che ha portato a tale decisione non ha rispettato i diritti minimi di difesa garantiti a favore di tutte le persone accusate di un reato.

5. Ai fini del paragrafo 4f del presente Articolo, la decisione non è ritenuta presa *in absentia* se:

a. è stata confermata o presa dopo opposizione della persona interessata; o

b. è stata presa in sede di appello e l'appello è stato interposto dalla persona interessata.

6. Nel valutare, ai fini del paragrafo 4f del presente Articolo, se i diritti minimi di difesa sono stati rispettati, la Parte richiesta tiene conto del fatto che la persona interessata abbia deliberatamente cercato di sottrarsi alla giustizia ovvero che tale persona, avendo avuto la possibilità di ricorrere contro la decisione presa in sua assenza, ha scelto di non farlo. Lo stesso vale quando la persona interessata, cui la citazione a comparire è stata debitamente notificata, abbia deciso di non comparire o di non chiedere un rinvio.

7. Una Parte non può invocare il segreto bancario come motivo per rifiutarsi di cooperare a norma del presente Capitolo. Se la propria legge interna così dispone, ciascuna Parte può richiedere che la richiesta di cooperazione che comporti la revoca del segreto bancario venga autorizzata o da un giudice o da altra autorità giudiziaria, compresi i pubblici ministeri, che agiscano in relazione ad un reato.

8. Senza pregiudicare il motivo di rifiuto previsto dal paragrafo 1a del presente Articolo:

a. il fatto che la persona nei confronti della quale s'indaga o è stato emesso un ordine di confisca, da parte delle autorità della Parte richiedente, sia una persona giuridica non può essere invocato dalla Parte richiesta come impedimento a prestare qualsiasi cooperazione a norma del presente Capitolo;

b. il fatto che una persona fisica contro la quale sia stato emesso un ordine di confisca di proventi sia deceduta in seguito, o il fatto che una persona giuridica contro la quale sia stato emesso un

ordine di confisca di proventi sia stata sciolta in seguito, non può essere invocato come impedimento all'assistenza a norma dell'Articolo 23, paragrafo 1a;

c. il fatto che la persona nei confronti della quale s'indaga o è stato emesso un ordine di confisca da parte delle autorità della Parte richiedente sia menzionata nella richiesta come autore del reato presupposto e del reato di riciclaggio, in applicazione dell'Articolo 9.2.b della presente Convenzione, non può essere invocato dalla Parte richiesta come impedimento a prestare qualsiasi collaborazione ai sensi del presente Capitolo.

Articolo 29 – Rinvio

La Parte richiesta può rinviare l'esecuzione della richiesta qualora i relativi atti pregiudicassero indagini o procedimenti in corso da parte delle proprie autorità.

Articolo 30 – Accoglimento parziale o condizionato della richiesta

Prima di rifiutare o di rinviare la cooperazione ai sensi del presente Capitolo, la Parte richiesta valuta, se del caso dopo essersi consultata con la Parte richiedente, se la richiesta possa essere accolta parzialmente o a determinate condizioni da essa ritenute necessarie.

Sezione 6 – Notificazione e tutela dei diritti dei terzi

Articolo 31 – Notificazione di documenti

1. Le Parti si prestano assistenza nella misura più ampia possibile per quanto riguarda la notificazione di documenti giudiziari alle persone interessate da misure provvisorie e da confisca.

2. Nulla del presente Articolo può essere interpretato come un ostacolo:

a. alla possibilità di trasmettere documenti giudiziari per posta direttamente a persone all'estero;

b. alla possibilità per gli ufficiali giudiziari, i funzionari e le altre competenti autorità della Parte d'origine di procedere alla notificazione di documenti giudiziari direttamente attraverso le autorità consolari della predetta Parte o attraverso gli ufficiali giudiziari, i funzionari e le altre competenti autorità della Parte di destinazione,

a meno che la Parte di destinazione non faccia una dichiarazione contraria al Segretario Generale del Consiglio d'Europa al momento della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

3. In caso di notificazione di documenti giudiziari a persone all'estero, interessate da misure provvisorie o da ordini di confisca decisi nella Parte d'origine, quest'ultima deve indicare i rimedi giuridici di cui, secondo la propria legge, le persone interessate possono avvalersi.

Articolo 32 – Riconoscimento delle decisioni straniere

1. Nell'esaminare le richieste di cooperazione ai sensi delle sezioni 3 e 4, la Parte richiesta riconosce qualsiasi decisione giudiziaria presa nella Parte richiedente per quanto riguarda i diritti rivendicati dai terzi.

2. Il riconoscimento può essere rifiutato se:

- a. i terzi non hanno avuto sufficiente possibilità di far valere i propri diritti; o
- b. la decisione è incompatibile con altra decisione già presa nella Parte richiesta sulla stessa questione; o
- c. esso è contrario all'ordine pubblico della Parte richiesta; o
- d. la decisione è stata presa in violazione delle disposizioni della legge della Parte richiesta in materia di competenza esclusiva.

Sezione 7 – Norme procedurali e altre norme generali

Articolo 33 – Autorità centrale

1. Le Parti designano un'autorità centrale o, se necessario, più autorità centrali competenti a trasmettere le richieste formulate ai sensi del presente Capitolo, a rispondervi e a eseguirle o trasmetterle alle autorità competenti per l'esecuzione.
2. Ciascuna Parte, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, comunica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa il nome e l'indirizzo delle autorità designate a norma del paragrafo 1 del presente Articolo.

Articolo 34 – Comunicazione diretta

1. Le autorità centrali comunicano direttamente tra di loro.
2. In caso di urgenza, le richieste e le comunicazioni di cui al presente Capitolo possono essere trasmesse direttamente dalle autorità giudiziarie, compresi i pubblici ministeri, della Parte richiedente a tali autorità giudiziarie della Parte richiesta. In questi casi copia dell'atto deve essere contemporaneamente trasmessa all'autorità centrale della Parte richiesta per il tramite dell'autorità centrale della Parte richiedente.
3. Le richieste e le comunicazioni di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente Articolo possono essere trasmesse per il tramite dell'Organizzazione Internazionale della Polizia Criminale (Interpol).
4. Se la richiesta è fatta a norma del paragrafo 2 del presente Articolo e l'autorità non è competente per darvi seguito, detta autorità la trasmette alla competente autorità nazionale informandone direttamente la Parte richiedente.
5. Le richieste o le comunicazioni di cui alla Sezione 2 del presente Capitolo, che non comportano misure coercitive, possono essere trasmesse dalle autorità competenti della Parte richiedente direttamente alle autorità competenti della Parte richiesta.
6. I progetti di richieste o comunicazioni ai sensi del presente Capitolo possono essere inoltrati direttamente dalle autorità giudiziarie della Parte richiedente alle autorità giudiziarie della Parte richiesta precedentemente ad una richiesta formale, al fine di assicurare che possano essere trattate in maniera efficace al loro ricevimento e che contengano tutte le informazioni e la documentazione di supporto sufficienti per conformarsi alla legislazione della Parte richiesta.

Articolo 35 – Forma delle richieste e lingua

1. Tutte le richieste di cui al presente Capitolo devono essere fatte per iscritto. Esse possono essere trasmesse mediante mezzi elettronici di comunicazione, o con qualsiasi altro mezzo di comunicazione, a condizione che la Parte richiedente sia pronta a produrre in qualsiasi momento, su richiesta, una traccia scritta della spedizione e l'originale. Tuttavia, ciascuna Parte può, in qualsiasi momento, mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, indicare le condizioni in cui è pronta ad accettare ed eseguire le richieste ricevute per via elettronica o con qualsiasi altro mezzo di comunicazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3 del presente Articolo, non è prescritta la traduzione delle richieste e degli allegati.

3. All'atto della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, ciascuno Stato o la Comunità Europea può trasmettere al Segretario Generale del Consiglio d'Europa una dichiarazione dalla quale risulti che si riserva il diritto di domandare che le richieste a essa trasmesse e gli allegati siano accompagnati da una traduzione nella propria lingua, in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa o in quella di tali lingue che indicherà. La Parte in questione può, nella stessa occasione, dichiararsi pronta ad accettare traduzioni in qualsiasi altra lingua che indicherà. Le altre Parti possono applicare la regola della reciprocità.

Articolo 36 – Legalizzazione

I documenti trasmessi a norma del presente Capitolo sono esenti da ogni formalità di legalizzazione.

Articolo 37 – Contenuto della richiesta

1. Ogni richiesta di cooperazione a norma del presente Capitolo deve indicare specificatamente:

a. l'autorità che fa la richiesta e quella che conduce le indagini o il procedimento;

b. l'oggetto e i motivi della richiesta;

c. la pratica, compresi i fatti rilevanti (come la data, il luogo e le circostanze del reato) cui si riferiscono le indagini o i provvedimenti, fatta eccezione per il caso di richiesta di notificazione;

d. nel caso in cui la cooperazione comporti misure cautelari:

i. il testo delle disposizioni di legge oppure, se ciò non è possibile, il testo di una dichiarazione in merito alle disposizioni di legge applicabili; e

ii. l'indicazione che le misure richieste, o qualsiasi altra misura avente analoghi effetti, potrebbero essere adottate nel territorio della Parte richiedente, secondo la legge di tale Parte;

e. se necessario, e per quanto possibile,

i. particolari relativi alla persona o alle persone interessate, compresi nomi, date e luoghi di nascita, nazionalità, luoghi in cui si trovano e, nel caso di persone giuridiche, le sedi; e

- ii. i valori patrimoniali con riferimento ai quali viene richiesta la cooperazione, l'ubicazione, il rapporto con la persona o con le persone interessate, le eventuali relazioni con il reato, nonché tutte le informazioni disponibili in merito ad altre persone interessate ai valori patrimoniali stessi; e

f. tutte le particolari procedure che la Parte richiedente desidera siano seguite.

2. La richiesta di misura provvisoria ai sensi della Sezione 3, in relazione al sequestro di valori patrimoniali che potrebbero formare oggetto di ordine di confisca consistente nell'obbligo di pagare una somma di denaro, deve inoltre indicare l'importo massimo che si intende realizzare attraverso i valori patrimoniali in questione.

3. Oltre alle indicazioni di cui al paragrafo 1, le richieste ai sensi della Sezione 4 devono contenere:

a. nel caso dell'Articolo 23 paragrafo 1a:

- i. una copia autentica dell'ordine di confisca emesso dall'autorità giudiziaria della Parte richiedente e una dichiarazione dei motivi sulla base dei quali il provvedimento è stato emesso, se tali motivi non sono indicati nell'ordine stesso;
- ii. una dichiarazione delle competenti autorità della Parte richiedente dalla quale risulti che l'ordine di confisca è eseguibile e non soggetto a rimedi giuridici ordinari;
- iii. l'indicazione della misura in cui l'esecuzione del provvedimento è richiesta; e
- iv. informazioni sulla necessità di adottare misure provvisorie;

b. nel caso dell'Articolo 23 paragrafo 1b, un'esposizione dei fatti sui quali si basa la Parte richiedente, tale da consentire alla Parte richiesta di richiedere il provvedimento secondo la propria legge interna;

c. se i terzi hanno avuto la possibilità di rivendicare i propri diritti, documenti che comprovino tale circostanza.

Articolo 38 – Richieste insufficienti

1. Se la richiesta non è conforme alle disposizioni del presente Capitolo, ovvero le informazioni fornite non sono sufficienti a consentire alla Parte richiesta di trattare la richiesta medesima, detta Parte può domandare alla Parte richiedente di modificare la domanda o di completarla con ulteriori informazioni.

2. La Parte richiesta può fissare un termine per il ricevimento di tali modifiche o informazioni.

3. In attesa delle modifiche o informazioni relative a una richiesta presentata ai sensi della Sezione 4 del presente Capitolo, la Parte richiesta può adottare le misure di cui alle sezioni 2 e 3 del presente Capitolo.

Articolo 39 – Pluralità di richieste

1. Se la Parte richiesta riceve più di una richiesta ai sensi della Sezione 3 o 4 del presente Capitolo con riferimento alla stessa persona o agli stessi valori patrimoniali, la pluralità di domande non impedisce a detta Parte di trattare le domande che comportino l'adozione di misure provvisorie.
2. In caso di pluralità di domande a norma della Sezione 4 del presente Capitolo, la Parte richiesta considera l'opportunità di consultarsi con le Parti richiedenti.

Articolo 40 – Obbligo di motivazione

La Parte richiesta deve fornire i motivi per cui decide di negare, rinviare o sottoporre a condizioni qualsiasi cooperazione prevista dal presente Capitolo.

Articolo 41 – Informazioni

1. La Parte richiesta informa immediatamente la Parte richiedente:
 - a. dell'attività avviata a seguito di una richiesta presentata ai sensi del presente Capitolo;
 - b. del risultato finale degli atti compiuti sulla base della richiesta;
 - c. di una decisione di diniego, di rinvio o di sottoporre a condizioni, in tutto o in parte, qualsiasi cooperazione ai sensi del presente Capitolo;
 - d. di qualsiasi circostanza che renda impossibile l'esecuzione delle misure richieste o che verosimilmente li ritarderà in modo sostanziale; e
 - e. nel caso di misure provvisorie adottate a seguito di richiesta presentata ai sensi della Sezione 2 o 3 del presente Capitolo, delle disposizioni della propria legge interna che porterebbero automaticamente alla revoca della misura provvisoria.
2. La Parte richiedente informa immediatamente la Parte richiesta:
 - a. di qualsiasi revisione, decisione o qualsiasi altro fatto in forza del quale l'ordine di confisca cessa di essere in tutto o in parte eseguibile; e
 - b. di qualsiasi cambiamento di fatto o di diritto, a seguito del quale gli atti a norma del presente Capitolo non risultino più giustificati.
3. Se una Parte, sulla base di uno stesso ordine di confisca, richiede la confisca a più di una Parte, essa deve dare comunicazione della richiesta a tutte le Parti interessate all'esecuzione.

Articolo 42 – Limitazione dell'uso

1. La Parte richiesta può subordinare l'esecuzione di una richiesta alla condizione che le informazioni o le prove ottenute non siano, senza il suo preventivo consenso, usate o trasmesse dalle autorità della Parte richiedente per indagini o procedimenti diversi da quelli specificati nella richiesta.

2. Ciascuno Stato o la Comunità Europea può, all'atto della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, dichiarare che, senza previo consenso, le informazioni o le prove da essa fornite a norma del presente Capitolo non possono essere usate o trasmesse dalle autorità della Parte richiedente in indagini o procedure diverse da quelle specificate nella richiesta.

Articolo 43 – Riservatezza

1. La Parte richiedente può esigere che la Parte richiesta mantenga riservati i fatti e la sostanza della richiesta, tranne che nella misura necessaria all'esecuzione della domanda stessa. Se la Parte richiesta non può soddisfare la condizione della riservatezza, essa lo comunica immediatamente alla Parte richiedente.

2. La Parte richiedente, se ciò non è contrario ai principi fondamentali della legge nazionale e se ne viene fatta richiesta, mantiene riservate tutte le prove e le informazioni fornite dalla Parte richiesta, tranne che e nella misura in cui la rivelazione sia necessaria ai fini delle indagini o delle procedure indicate nella richiesta.

3. Fatte salve le disposizioni della legge interna, la Parte che ha ricevuto informazioni spontanee ai sensi dell'Articolo 20 deve uniformarsi a tutte le condizioni di riservatezza chieste dalla Parte che ha fornito le informazioni. Se la Parte non può soddisfare tali requisiti, lo comunica immediatamente alla Parte trasmittente.

Articolo 44 – Spese

Le spese ordinarie d'esecuzione della richiesta sono a carico della Parte richiesta. Qualora siano necessarie spese notevoli o di natura straordinaria ai fini dell'esecuzione della richiesta, le Parti si consultano allo scopo di concordare le condizioni dell'esecuzione della richiesta e i criteri di ripartizione dei costi.

Articolo 45 – Risarcimento danni

1. Qualora venga promossa azione legale per il riconoscimento della responsabilità per danni derivanti da azioni od omissioni relative alla cooperazione ai sensi del presente Capitolo, le Parti interessate prevedono di consultarsi, nei casi in cui ciò sia opportuno, per fissare il criterio di ripartizione delle somme da versare a titolo di risarcimento.

2. La Parte che sia stata citata per danni provvede a informare l'altra Parte se detta altra Parte possa avere interesse nella causa stessa.

Capitolo V – Cooperazione fra le FIU

Articolo 46 – Cooperazione fra le FIU

1. Le Parti garantiscono che le unità di informazione finanziaria (FIU), così come definite dalla presente Convenzione, cooperino ai fini della lotta contro il riciclaggio, secondo le loro competenze nazionali, per raccogliere e analizzare le informazioni pertinenti a qualsiasi fatto che potrebbe essere indice di riciclaggio e, laddove opportuno, indagare all'interno della FIU al riguardo.

2. Ai fini del paragrafo 1, ciascuna Parte garantisce che le FIU si scambino, spontaneamente o su richiesta, ai sensi della presente Convenzione o conformemente a memorandum d'intesa esistenti o

futuri compatibili con la presente Convenzione, tutte le informazioni disponibili che possano avere attinenza con il trattamento o l'analisi di informazioni o, a seconda del caso, con indagini relative a operazioni finanziarie legate al riciclaggio e alle persone fisiche o giuridiche coinvolte in tali operazioni.

3. Ciascuna Parte garantisce che l'assolvimento delle funzioni delle FIU ai sensi del presente Articolo non sia ostacolato dalle loro strutture interne, che si tratti di autorità amministrative, giudiziarie o forze dell'ordine.

4. Ogni richiesta avanzata ai sensi del presente Articolo è accompagnata da una breve esposizione dei fatti pertinenti noti alla FIU richiedente. La FIU, nella sua richiesta, specifica in che modo saranno usate le informazioni richieste.

5. Allorché una richiesta è inoltrata conformemente al presente Articolo, la FIU richiesta fornisce tutte le informazioni pertinenti, ivi comprese le informazioni finanziarie disponibili e i pertinenti dati in possesso delle forze dell'ordine, specificati nella richiesta, senza che sia necessario presentare una richiesta formale ai sensi di convenzioni o accordi applicabili tra le Parti.

6. Una FIU può rifiutarsi di divulgare delle informazioni che potrebbero compromettere le indagini penali in corso nella Parte richiesta o, in circostanze eccezionali, allorquando la divulgazione delle informazioni sarebbe chiaramente sproporzionata rispetto agli interessi legittimi di una persona fisica o giuridica o della Parte interessata, o allorquando non rispetterebbe i principi fondamentali del diritto interno della Parte richiesta. Ogni rifiuto deve essere adeguatamente motivato alla FIU richiedente.

7. Le informazioni o i documenti ottenuti conformemente al presente Articolo possono essere utilizzati solamente per i fini previsti dal paragrafo 1. Le informazioni fornite da una FIU non possono essere divulgate a terzi, né, senza previo consenso della FIU che le ha fornite, essere utilizzate dalla FIU ricevente per fini diversi dall'analisi.

8. Allorquando trasmette informazioni o documenti ai sensi del presente Articolo, la FIU che effettua la trasmissione può imporre delle restrizioni e delle condizioni in merito all'utilizzo delle informazioni per fini diversi da quelli previsti al paragrafo 7. La FIU destinataria è tenuta a rispettare tali restrizioni e condizioni.

9. Allorquando una Parte desidera utilizzare le informazioni o i documenti trasmessi per indagini o procedimenti penali per i fini previsti dal paragrafo 7, la FIU che effettua la trasmissione non può rifiutare il proprio assenso per un tale utilizzo, a meno che non lo faccia sulla base di restrizioni previste dal proprio ordinamento interno o di condizioni di cui al paragrafo 6. Ogni rifiuto di concedere il proprio assenso deve essere adeguatamente motivato.

10. Le FIU adottano tutte le misure necessarie, incluse le misure di sicurezza, per garantire che le informazioni comunicate ai sensi del presente Articolo non siano accessibili ad altre autorità, organismi o servizi.

11. Le informazioni fornite sono protette, conformemente alla Convenzione del Consiglio d'Europa del 28 gennaio 1981 per la protezione delle persone in relazione all'elaborazione automatica dei dati a carattere personale, e tenuto conto della raccomandazione n. R(87) 15 del 15 settembre 1987 del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa volta a regolamentare l'utilizzo dei dati di natura personale nel settore della polizia, da regole di riservatezza e tutela dei dati personali almeno

equivalenti a quelle che si applicano a norma della legislazione nazionale applicabile alla FIU richiedente.

12. La FIU che trasmette le informazioni può rivolgere delle richieste ragionevoli sull'uso che è stato fatto delle informazioni trasmesse e la FIU ricevente deve fornire, allorquando possibile, tali informazioni.

13. Le Parti indicano l'unità che funge da FIU ai sensi del presente Articolo.

Articolo 47 – Cooperazione internazionale per il rinvio di transazioni sospette

1. Ciascuna Parte adotta le misure legislative e di altra natura necessarie a consentire alla FIU, su richiesta di una FIU straniera, di intervenire urgentemente per sospendere o ritardare la conclusione di una transazione in corso. Le condizioni e la durata di una tale misura sono identiche a quelle previste dal diritto interno della FIU richiesta per il rinvio delle transazioni.

2. La FIU richiesta adotta le misure di cui al paragrafo 1 allorquando ritiene, sulla base degli elementi comunicati dalla FIU richiedente, che:

- a. la transazione è legata ad un'operazione di riciclaggio;
- b. la transazione sarebbe stata sospesa, o la conclusione della stessa rinviata, se fosse stata oggetto di una segnalazione di una transazione sospetta interna.

Capitolo VI – Meccanismo di controllo e risoluzione delle controversie

Articolo 48 – Meccanismo di controllo e risoluzione delle controversie

1. La Conferenza delle Parti è tenuta a seguire l'applicazione della presente Convenzione. La Conferenza delle Parti:

- a. controlla che le Parti applichino la Convenzione in modo corretto;
- b. su richiesta di una Parte, può esprimere un parere su qualsiasi questione concernente l'interpretazione e l'applicazione della Convenzione.

2. La Conferenza delle Parti svolge le funzioni di cui al paragrafo 1.a utilizzando i sommari pubblici disponibili del Comitato ristretto di esperti per la valutazione delle misure di riciclaggio (MONEYVAL), per gli Stati membri del MONEYVAL, e tutti i sommari pubblici disponibili del GAFI, per gli Stati membri del GAFI, integrati, a seconda del caso, dai questionari periodici di autovalutazione. La procedura di controllo riguarderà unicamente gli ambiti contemplati dalla presente Convenzione, che non sono già coperti da altre norme internazionali, per le quali vengono effettuate dal GAFI e dal MONEYVAL delle valutazioni reciproche.

3. Se la Conferenza delle Parti ritiene di aver bisogno di ulteriori informazioni per poter adempiere alle sue funzioni, la stessa consulta la Parte interessata avvalendosi, se così richiesto dalla Conferenza, dei meccanismi e delle procedure del MONEYVAL. La Parte interessata comunica successivamente alla Conferenza delle Parti i suoi elementi di risposta. Sulla base di tali elementi, la Conferenza stabilisce se effettuare o meno una valutazione più approfondita della situazione della Parte interessata. Ciò può, ma non deve necessariamente includere, visite sul posto da parte di un gruppo di valutatori.

4. In caso di controversia tra le Parti circa l'interpretazione o l'applicazione della Convenzione, le stesse si adopereranno per trovare una soluzione mediante negoziazione o con qualsiasi altro mezzo pacifico di loro scelta, inclusa la presentazione della controversia alla Conferenza delle Parti, ad un tribunale arbitrale la cui decisione sarà vincolante per le Parti, o alla Corte Internazionale di Giustizia, come concordato dalle Parti interessate.

5. La Conferenza delle Parti adotta il proprio regolamento interno.

6. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa convoca la Conferenza delle Parti al più tardi un anno dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione. Successivamente, la Conferenza delle Parti si incontrerà regolarmente, secondo quanto previsto dal regolamento interno dalla stessa adottato.

Capitolo VII – Disposizioni finali

Articolo 49 – Firma ed entrata in vigore

1. La Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa, della Comunità Europea e degli Stati non membri che abbiano partecipato alla sua elaborazione. Tali Stati e la Comunità Europea possono esprimere il proprio consenso ad essere vincolati mediante:

- a. firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione;
- b. firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data in cui 6 firmatari, di cui almeno quattro membri del Consiglio d'Europa, avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dalla Convenzione, secondo le disposizioni del paragrafo 1.

4. Nei confronti dei Firmatari che esprimeranno successivamente il loro consenso ad essere vincolati dalla Convenzione, questa entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data in cui avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dalla Convenzione, secondo le disposizioni del paragrafo 1.

5. Nessuna Parte Contraente alla Convenzione del 1990 può ratificare, accettare o approvare la presente Convenzione senza ritenersi vincolata perlomeno dalle disposizioni corrispondenti alle disposizioni della Convenzione del 1990 dalle quali era vincolata.

6. Dalla sua entrata in vigore, le Parti alla Convenzione, che sono anche Parti alla Convenzione del 1990:

- a. applicheranno le disposizioni della presente Convenzione nelle loro reciproche relazioni;
- b. continueranno ad applicare le disposizioni della Convenzione del 1990 nelle loro relazioni con altre Parti a detta Convenzione, ma che non sono Parti alla presente Convenzione.

Articolo 50 – Adesione alla Convenzione

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, dopo aver consultato le Parti alla Convenzione, può invitare qualsiasi Stato non membro del Consiglio, che non abbia partecipato alla sua elaborazione, ad aderire alla Convenzione, in virtù di una decisione presa con la maggioranza prevista dall'Articolo 20d dello Statuto del Consiglio d'Europa e con il voto unanime dei rappresentanti delle Parti aventi diritto di far parte del Comitato.
2. Nei confronti degli Stati che vi aderiranno, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data di deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 51 – Applicazione territoriale della Convenzione

1. Ogni Stato o la Comunità Europea può designare, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, il territorio o i territori a cui si applica la presente Convenzione.
2. Ogni Parte può in qualunque altro momento, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione a ogni altro territorio indicato nella dichiarazione. Riguardo a tale territorio la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data di ricevimento della predetta dichiarazione da parte del Segretario Generale.
3. Ogni dichiarazione fatta in virtù dei precedenti due paragrafi potrà, per quanto concerne i territori indicati nella medesima, essere ritirata mediante comunicazione al Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione da parte del Segretario Generale.

Articolo 52 – Relazione con altre convenzioni e accordi

1. La presente Convenzione non pregiudica i diritti e gli obblighi derivanti da convenzioni internazionali multilaterali su materie specifiche.
2. Le Parti alla Convenzione possono concludere accordi bilaterali o multilaterali sulle materie oggetto della presente Convenzione, allo scopo di integrarne o rafforzarne le disposizioni o di facilitare l'applicazione dei principi in essa contenuti.
3. Se due o più Parti hanno già concluso un accordo o un trattato su una materia oggetto della Convenzione, o hanno altrimenti stabilito i loro rapporti per quanto riguarda tale materia, dette Parti hanno facoltà di applicare tale accordo o trattato, ovvero di regolare i predetti rapporti secondo quanto concordato invece che secondo la presente Convenzione, se ciò facilita la cooperazione internazionale.
4. Nelle loro relazioni reciproche, le Parti che sono membri dell'Unione Europea applicano le norme della Comunità e dell'Unione Europea nella misura in cui vi sono norme della Comunità e dell'Unione Europea che regolamentano una data materia e che sono applicabili al caso specifico, fatti salvi lo scopo ed il fine della presente Convenzione e la sua piena applicazione rispetto alle altre Parti.

Articolo 53 – Dichiarazioni e riserve

1. Ogni Stato o la Comunità Europea può, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dichiarare di fare uso di una o più riserve previste dall'Articolo 3 paragrafo 2, dall'Articolo 9 paragrafo 4, dall'Articolo 17 paragrafo 5, dall'Articolo 24 paragrafo 3, dall'Articolo 31 paragrafo 2, dall'Articolo 35 paragrafi 1 e 3 e dall'Articolo 42 paragrafo 2.
2. Ogni Stato o la Comunità Europea può inoltre, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, riservarsi il diritto di non applicare, in toto o in parte, le disposizioni dell'Articolo 7, paragrafo 2.c., dell'Articolo 9, paragrafo 6, dell'Articolo 46, paragrafo 5 e dell'Articolo 47.
3. Ogni Stato o la Comunità Europea può, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dichiarare la maniera in cui intende applicare gli Articoli 17 e 19 della Convenzione, tenuto conto in particolare degli accordi internazionali applicabili alla cooperazione internazionale in materia penale. Notificherà ogni modifica a tali informazioni al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
4. Ogni Stato o la Comunità Europea può, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dichiarare:
 - a. che non applicherà l'Articolo 3, paragrafo 4 della presente Convenzione; o
 - b. che applicherà solo parzialmente l'Articolo 3, paragrafo 4 della presente Convenzione; o
 - c. la maniera in cui intende applicare l'Articolo 3, paragrafo 4 della presente Convenzione.Notificherà ogni modifica a tali informazioni al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
5. Non potranno essere effettuate altre riserve.
6. Ogni Parte che ha formulato una riserva in virtù dei paragrafi precedenti può ritirarla del tutto o in parte mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro ha effetto alla data di ricevimento della comunicazione da parte del Segretario Generale.
7. La Parte che ha formulato una riserva relativamente ad una disposizione della presente Convenzione non può richiedere l'applicazione di tale disposizione ad un'altra Parte; essa può tuttavia, se la riserva è parziale o condizionata, chiedere l'applicazione della disposizione nei limiti in cui essa stessa l'ha accettata.

Articolo 54 – Modifiche

1. Modifiche alla presente Convenzione possono essere proposte da qualsiasi Parte e devono essere comunicate dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa agli Stati membri del Consiglio stesso, alla Comunità Europea e a ogni Stato non membro che abbia aderito, o sia stato invitato ad aderire, alla presente Convenzione a norma dell'Articolo 50.
2. Ogni modifica proposta da una Parte è comunicata al Comitato Europeo per i Problemi Criminali, che sottopone il parere sulla modifica proposta al Comitato dei Ministri.

3. Il Comitato dei Ministri esamina la modifica proposta e il parere fornito dal Comitato Europeo per i Problemi Criminali e può adottare la modifica a maggioranza dei voti previsti all'Articolo 20.d dello Statuto del Consiglio d'Europa.

4. Il testo di ogni modifica adottato dal Comitato dei Ministri a norma del paragrafo 3 del presente Articolo è trasmesso alle Parti per accettazione.

5. Ogni modifica adottata a norma del paragrafo 3 del presente Articolo entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data in cui tutte le Parti hanno comunicato al Segretario Generale la propria accettazione della stessa.

6. Al fine di aggiornare le categorie di reati contenute nell'Allegato ed emendare l'Articolo 13, le modifiche possono essere proposte da qualsiasi Parte o dal Comitato dei Ministri. Le stesse vengono comunicate dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa alle Parti.

7. Dopo aver consultato le Parti che non sono membri del Consiglio d'Europa e, se necessario, il Comitato Europeo per i Problemi Criminali, il Comitato dei Ministri può adottare una modifica proposta con la maggioranza prevista dall'Articolo 20.d dello Statuto del Consiglio d'Europa. La modifica entra in vigore allo scadere di un periodo di un anno dalla data in cui è stata inoltrata alle Parti. Durante tale periodo, ogni Parte può notificare al Segretario Generale le proprie obiezioni circa l'entrata in vigore di detta modifica nei propri confronti.

8. Se un terzo delle Parti notifica al Segretario Generale la propria obiezione circa l'entrata in vigore della modifica, quest'ultima non entra in vigore.

9. Se meno di un terzo delle Parti notifica la propria obiezione, la modifica entra in vigore per quelle Parti che non hanno notificato l'obiezione.

10. Una volta che una modifica è entrata in vigore conformemente ai paragrafi da 6 a 9 del presente Articolo ed una Parte abbia formulato un'obiezione a tale modifica, quest'ultima entra in vigore per la Parte interessata il primo giorno del mese successivo alla data in cui ha notificato la propria accettazione al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Ogni Parte che ha formulato un'obiezione può ritirarla in qualsiasi momento mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

11. Se una modifica viene adottata dal Comitato dei Ministri, uno Stato o la Comunità Europea non può esprimere il proprio consenso ad essere vincolato dalla Convenzione, senza accettare allo stesso tempo la modifica.

Articolo 55 – Denuncia

1. Ciascuna Parte contraente può in qualsiasi momento denunciare la presente Convenzione mediante notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia ha effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione da parte del Segretario Generale.

3. Tuttavia, la presente Convenzione resta in vigore per quanto riguarda l'esecuzione delle confische, ai sensi dell'Articolo 23, delle quali sia stata fatta richiesta in conformità alle disposizioni della presente Convenzione, prima della data in cui la denuncia ha effetto.

Articolo 56 – Notifiche

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa provvede a notificare agli Stati membri del Consiglio d'Europa, alla Comunità Europea, agli Stati non membri che hanno partecipato all'elaborazione della Convenzione, ad ogni Stato invitato ad aderirvi e ad ogni altra Parte alla Convenzione:

- a. ogni firma;
- b. il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- c. ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente agli Articoli 49 e 50;
- d. ogni dichiarazione o riserva formulata in base all'Articolo 53;
- e. ogni altro atto, notifica o comunicazione relativo alla presente Convenzione.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Varsavia, in data 16 maggio 2005, nelle lingue inglese e francese, entrambi i testi facenti egualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia certificata conforme a ogni Stato membro del Consiglio d'Europa, alla Comunità Europea, a ogni Stato non membro che abbia partecipato all'elaborazione della presente Convenzione e a ogni Stato invitato ad aderirvi.

ALLEGATO

- Partecipazione ad un gruppo criminale organizzato e al racket
- Terrorismo, incluso il finanziamento del terrorismo
- Traffico di esseri umani e contrabbando di emigranti
- Sfruttamento sessuale, incluso lo sfruttamento sessuale di minori
- Traffico illecito di sostanze stupefacenti e psicotrope
- Traffico illecito di armi
- Traffico illecito di merci rubate ed altre merci
- Corruzione e concussione
- Truffa
- Contraffazione di valuta
- Contraffazione e pirateria di prodotti
- Crimine ambientale
- Omicidio volontario e lesioni fisiche gravi
- Rapimento, sequestro di persona e presa di ostaggi
- Rapina o furto
- Contrabbando
- Estorsione
- Contraffazione
- Pirateria
- Abuso di informazioni privilegiate e manipolazione di mercato



Repubblica di San Marino

ALLEGATO B

RISERVE E DICHIARAZIONI ALLA CONVENZIONE DEL CONSIGLIO D'EUROPA SUL RICICLAGGIO, LA RICERCA, IL SEQUESTRO E LA CONFISCA DEI PROVENTI DI REATO E SUL FINANZIAMENTO DEL TERRORISMO, ADOTTATA A VARSAVIA IL 16 MAGGIO 2005

- **Articolo 3, paragrafo 2**

Conformemente all'articolo 3, paragrafo 2 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che applicherà l'articolo 3, paragrafo 1 alle categorie di reati specificati nell'appendice della Convenzione e ai misfatti (reati dolosi) specificati all'articolo 147 del codice penale sammarinese.

- **Articolo 9, paragrafo 4**

Conformemente all'articolo 9, paragrafo 4 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che l'articolo 9, paragrafo 1 si applica ai misfatti (reati dolosi).

- **Articolo 24, paragrafo 3**

Conformemente all'articolo 24, paragrafo 3 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che applicherà l'articolo 24, paragrafo 2, fatti salvi i principi costituzionali ed i concetti fondamentali dell'ordinamento giuridico della Repubblica di San Marino.

- **Articolo 31, paragrafo 2**

Conformemente all'Articolo 31, paragrafo 2 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che gli atti giudiziari possono essere notificati solo tramite la sua Autorità centrale, fatto salvo quanto previsto da accordi bilaterali.

- **Articolo 33, paragrafo 2**

Conformemente all'Articolo 33, paragrafo 2 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che l'Autorità centrale designata è la Segreteria di Stato per gli Affari Esteri (Contrada Omerelli, 31 - 47891 San Marino, Repubblica di San Marino) fatte salve le norme previste da accordi bilaterali che autorizzino relazioni dirette con l'autorità giudiziaria sammarinese.

- **Articolo 35, paragrafo 1**

Conformemente all'articolo 35, paragrafo 1 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che le richieste possono essere trasmesse solo a mezzo posta ordinaria cartacea oppure a mezzo fax.

- **Articolo 35, paragrafo 3**

Conformemente all'articolo 35, paragrafo 3 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che le richieste e i documenti a supporto delle richieste devono essere accompagnate da una traduzione in lingua italiana o, se questo non è possibile, in lingua inglese.



Repubblica di San Marino

- **Articolo 42, paragrafo 2**

Conformemente all'articolo 42, paragrafo 2 della Convenzione, la Repubblica di San Marino dichiara che le informazioni o le prove da essa fornite ai sensi del capitolo IV della Convenzione, non potranno, senza il preventivo consenso della competente Autorità sammarinese, essere usate o trasmesse dall'Autorità della parte richiedente per indagini o procedimenti diversi da quelli specificati nella richiesta.

- **Articolo 7, paragrafo 2**

Conformemente all'articolo 53, paragrafo 2 della Convenzione la Repubblica di San Marino si riserva il diritto di non applicare nel suo complesso la procedura di cui all'articolo 7, paragrafo 2, comma c).

- **Articolo 46, paragrafo 5**

Conformemente all'articolo 53, paragrafo 2 della Convenzione, la Repubblica di San Marino si riserva di non applicare la procedura di cui all'articolo 46, paragrafo 5.

- **Articolo 47**

Conformemente all'articolo 53, paragrafo 2 della Convenzione, la Repubblica di San Marino si riserva il diritto di non applicare la procedura di cui all'articolo 47.

- **Articoli 17 e 19**

Conformemente all'articolo 53, paragrafo 3, la Repubblica di San Marino dichiara che applicherà gli articoli 17 e 19 della presente Convenzione ai sensi della Convenzione Europea di Assistenza Giudiziaria in materia penale fatta a Strasburgo il 20 Aprile 1959 e delle relative dichiarazioni e riserve.

- **Articolo 3, paragrafo 4**

Conformemente all'articolo 53, paragrafo 4a, la Repubblica di San Marino dichiara che non applicherà l'articolo 3, paragrafo 4.

- **Articolo 46, paragrafo 13**

Conformemente all'articolo 46, paragrafo 13 della Convenzione, la Financial Intelligence Unit designata dalla Repubblica di San Marino è l'Agenzia di Informazione Finanziaria (Strada Paderna n.2 - 47895 Domagnano, Repubblica di San Marino. E-mail: info@aif.sm , telefono +378 (0549) 888180, fax + 378 (0549) 888181).